

## A NOS LECTEURS

Nous publions ci-dessous les listes de souscription rentrées jusqu'à ce jour à l'administration. Nous insistons à nouveau pour que partout soit assuré le soutien de « Bilan ». Nous rappelons aussi aux groupes et camarades l'extrême nécessité de rentrer leurs comptes. D'ailleurs nous publierons dans le prochain numéro la liste des groupes retardataires.

D'autre part, nous demandons aux camarades de développer l'effort de propagation de la revue afin que notre effort pour Calligaris soit connu de tous les militants révolutionnaires.

### LISTE DE SOUSCRIPTION

Liste n° 4. — Ciccio, 5 ; Vec, 4 ; Rantanton, 5 ; Poreo, 1.85 ; Ciccio, 5 ; Antonio, 3 ; Un admirateur du chapitre VII : Etat prolétarien, 5. — Total : 28.85 belges, soit 14.50 fr. français.

Liste n° 24. — Marius, 5 ; Le camarade Guido versera le prix de son travail à la souscription de « Bilan ». Qu'importe le nombre de pages, c'est ce qu'elles contiennent qui compte, 5 ; P. Bossy, 5 ; Guido : un ouvrier communiste qui ne pense pas en centriste, 10 ; Pour que « Bilan » vive : un chômeur, 6 ; Bilan doit vivre pour marteler les traîtres de la plume qui trompent les prolétaires, 10 ; Un meeting à Champigny qui n'a pas réussi malgré les invitations de la C.G.T. et C.G.T.U., les Comités antifascistes, Amsterdam et Pleyel, les ouvriers qui ne croient plus aux faux mots d'ordre, 12.50 ; Le traité mutualiste franco-russe trompe les ouvriers pour prochaine guerre : Nous, les communistes de gauche, nous crierons toujours plus fort : les prolétaires n'ont pas de patrie, Marius II, 7. — Total : 100 fr. français.

Report du n° 19 : 1,18.20. — Total à ce jour : 1,093.20.

### ERRATA DU N° 19 PROBLEMES DE LA MONNAIE

Page 649, 1re colonne, 37e ligne : Lire : « de la contradiction... »

Page 649, 2e colonne : à supprimer 21e et 22e lignes : Une erreur s'est glissée dans notre exposé : en effet, un changement de la valeur de l'or modifie toutes les autres valeurs indistinctement et dans la même proportion ; par conséquent, le rapport du profit au capital total (Taux) ne peut en être changé.

### « Bilan » est en vente :

#### PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.

Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).

Kiosque : 7, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque : 47, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque : Place de la République (coin rue de la Douane).

#### BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque : Place de la Chapelle.

Les Arts Graphiques, s. c., 201, chaussée de Haecht, Bruxelles-3. Gér. J. Van Trier

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933  
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

# B I L A N

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE  
LA FRACTION DE GAUCHE DU P. C.

# 20

### SOMMAIRE

DE LA DECLARATION DE STALINE A LA MANIFESTATION DU 14 JUILLET.

L'IMPERIALISME ITALIEN A LA CONQUETE DE L'ABYSSINIE (Gatto Mammone).

PROJET DE RAPPORT SUR LA SITUATION EN ITALIE (Philippe).

PROBLEMES DE LA MONNAIE (Suite et fin), (Mitchell).

PROBLEMES DE LA PRODUCTION ET DISTRIBUTION COMMUNISTES (A. Hennaut).

Juin-Juillet 1935

Prix : 2 francs

Rédaction-Administration : G. DAVOUST, 26, rue des Plantes, Paris (14<sup>e</sup>)  
Compte chèques postaux : Davoust Paris 851.91

## De la déclaration de Staline à la manifestation du 14 juillet

Le centrisme français se présente désormais comme une force capitaliste nationale aussi appréciée par la bourgeoisie que les traîtres de 1914. Staline, au nom des intérêts de l'Etat prolétarien, a proclamé dans son communiqué retentissant la dissolution du prolétariat au sein de la Nation, le centrisme a donné à ce fait toute sa signification en se proclamant le champion de la défense de la « patrie républicaine », en faisant du prolétariat français — abstraction faite des vicissitudes du pacte franco-russe — un pilier de la prochaine boucherie.

C'est là une chose que le capitalisme apprécie, comme il apprécie déjà l'aide que le front commun peut lui apporter dans la phase des difficultés économiques actuelles. Si le parti radical-socialiste de Herriot — qualifié à faux de parti petit-bourgeois parce que se basant sur les petits propriétaires, rentiers, etc., alors qu'il exprime un aspect des intérêts de l'ensemble du capitalisme — s'est décidé à participer avec les socialistes et communistes aux manifestations de « défense républicaine » du 14 juillet, si, malgré l'horreur de Herriot, drapeaux tricolores et rouges se mélangeront peut-être, c'est qu'il s'agit dans une période où mûrissent les conditions de la conflagration mondiale, de souder les ouvriers au capitalisme, d'agiter l'épouvantail fasciste pour obtenir des compressions économiques, voire préparer la dévaluation.

Le Front Commun a fait les avances : il pouvait les faire sans crainte, la déclaration de Staline représentant un certificat d'honorabilité pour les centristes, hier encore antimilitaristes. Mais le front unique avec les radicaux ne pouvait s'effectuer que sur un terrain dépourvu d'équivoques. Et qui mieux que le 14 juillet pouvait représenter la rencontre symbolique de classes adverses « fraternisant » dans un souffle « antifasciste » ! La révolution de 1789 ne vit-elle pas en même temps que le triomphe de la bourgeoisie, le triomphe des phrases : l'instauration de la formule trompeuse : « liberté, égalité, fraternité » ? Par conséquent, le 14 juillet il faut, dans l'intérêt du capitalisme, commémorer les phrases de 1789, sceller la fraternité « antifasciste » des classes, comme le 4 août l'on fête Guesde et Vaillant qui à cette date passèrent la barricade; comme dernièrement l'on voulait fêter Jeanne d'Arc, symbole de la reconstitution nationale et comme on fêta Victor Hugo, « républicain ».

Indéniablement, depuis la phrase de Staline, le centrisme a précipité son cours obligeant son acolyte S.F.I.O. à presser quelque peu le pas. Il s'est mêlé à la dernière crise gouvernementale comme un vulgaire parti bourgeois; il a participé à la délégation des gauches qui, avec Daladier, Cot et d'autres ardents « antifascistes » a été supplier Laval de dissoudre les ligues fascistes. Maintenant, il lutte avec Blum et Herriot pour un 14 juillet républicain.

Et que l'on ne vienne pas invoquer les intérêts sacro-saints de la défense de l'U.R.S.S. qui obligerait le centrisme à s'accrocher à Jeanne d'Arc, Victor Hugo, au 14 juillet, pour finir dans les bras de Herriot. Il est clair que si la considération de la Russie fut un point de départ dans la dégénérescence du centrisme, la déclaration de Staline signifie son incorporation au capitalisme du pays où il agit et comme tel il exprime d'une façon définitive les intérêts particuliers de celui-ci; fraye la voie — comme c'est le cas en France — à la mobilisation des ouvriers pour la guerre, sans exclure l'entrée dans un gouvernement de gauche dit « antifasciste » qui serait chargé d'apaiser l'effervescence provoquée par une dévaluation ou autre opération visant à l'abaissement des conditions d'existence des travailleurs. Les ouvriers révolutionnaires ne peuvent donc que dénoncer la comédie du 14 juillet, refuser d'y participer sous n'importe quel prétexte, lui opposer leur volonté de classe.

## L'Impérialisme italien à la conquête de l'Abyssinie

L'Afrique, ce continent le plus proche de l'Europe qui, dans la vallée du Nil, a donné vie à une des premières civilisations historiques, a été le dernier continent à être complètement exploré et, par après « civilisé », c'est-à-dire pillé par les impérialismes. Encore il y a cent ans, une carte géographique de l'Afrique se présentait avec une grande tâche blanche intérieure où l'on pouvait continuer à écrire : « hic sunt leones » ici se trouvent les lions...

Le 19<sup>e</sup> siècle (surtout dans sa seconde moitié) fut le siècle du partage de l'Afrique noire, de sorte que déjà au commencement du 20<sup>e</sup> siècle, il ne restait plus d'Etats indépendants (à part la petite république de Libéria), si ce n'est l'Abyssinie et le Maroc. Le Maroc, qui avait échappé à l'occupation d'une puissance européenne parce que les impérialismes rivaux de France, d'Angleterre et d'Allemagne se heurtaient et s'y neutralisaient, fut occupé pendant et à la suite de la guerre mondiale par la France — avec l'appui de l'Espagne qui n'y joua qu'un rôle secondaire — réalisant ainsi un empire allant de la Méditerranée au fleuve Niger. Maintenant, c'est au tour de l'Abyssinie.

\* \*

L'Abyssinie (du mot arabe Habesch) où, comme elle s'intitule officiellement, l'Empire des Ethiopiens (du mot ancien grec signifiant « les figures brûlées »), est un pays qui est limité au nord et à l'est par la colonie italienne de l'Erythrée, la côte française des Somalis et le Somaliland britannique; au sud par la Somalie italienne et le Kenya britannique et à l'ouest par le Soudan anglo-égyptien. Sa superficie est évaluée à un million 120,000 km<sup>2</sup> (Italie 310,000 km<sup>2</sup>) et d'une population estimée de 9 à 12 millions (Italie 43 millions). De ses habitants 3-4 millions, c'est-à-dire le tiers, sont des Abyssins, 3-4 millions des Gallas, un million de Somalis, etc.

L'Abyssin, race dominante issue d'un croisement de caucasoïdes (Arabes) et de nègres, se rapproche ethnographiquement bien plus du type arabe que du nègre proprement dit, du fait de sa stature moyenne.

haute, sa figure étroite et allongée, son nez droit et mince.

Les terres cultivées sont peu étendues et les moyens employés arriérés et rudimentaires. Les principaux produits sont dans la région chaude le dourah ou sorgho (1) et, sur les hauts plateaux, le tef ou millet (-) qui forment la base de la nourriture de la population. Mais l'Abyssinie, pays tropical, jouissant à cause de ses altitudes diverses, d'une végétation luxuriante et variée, pourrait devenir un des principaux producteurs — sur les plateaux — de café (dont le nom vient de la région abyssine de Caffa) et — dans les vallées des avants-monts — de coton.

En outre, l'étendue des pâturages naturels sur les autres plateaux permet d'entretenir de nombreux troupeaux évalués à 10 millions de têtes (bœufs zébus, chevaux, moutons, chèvres, mulets, etc.) et l'élevage représente après l'agriculture la seconde occupation de l'Abyssinie.

Le sous-sol est peu connu, mais il doit renfermer des richesses encore inexploitées et même inexplorées; on connaît des gisements de minerais de cuivre, de fer, de sel gemme, de sel de potassium et on exploite naturellement d'un façon très limitée des mines d'or et surtout de platine.

L'industrie est, comme on peut le comprendre, presque inexistante : on y trouve seulement quelques ateliers de tissage, des fonderies de fer pour la fabrication des armes et des objets de première nécessité, un peu de tanneries et des selleries (le commerce des peaux a pris depuis la guerre une certaine extension) quelques distilleries et une fabrique de savon.

Le commerce éthiopien consiste surtout dans le colportage. Le commerce extérieur est très limité — au maximum 200 millions de liras. Le chemin de fer de Addis-Abeba, la capitale de l'Abyssinie et Djibouti, dans la Somalie française (qui relie à la mer l'Abyssinie qui ne possède, elle, même aucun débouché maritime et qui est une

(1) Sorte de blé originaire d'Afrique et des Indes.

ligne exploitée par une compagnie à capital français d'une longueur de 783 km. dont 90 sur territoire français) draine les 80 p.c. du trafic extérieur de l'Abyssinie (30-35 mille tonnes de marchandises importées et 25-30 mille exportées), d'autre part, 15 p.c. se dirige à travers l'Erythrée et 5 p.c. au travers du Soudan et de la Somalie britannique. On exporte des peaux brutes, du café, de l'ivoire, de l'or et du platine; on y importe surtout des cotonnades — dont le Japon a conquis le marché — des liqueurs, du sucre, etc.

Il s'y trouve en exercice 3,000 km. de lignes télégraphiques et 2,200 de lignes téléphoniques.

\* \*

L'Italie est arrivée, avec l'Allemagne, en retard pour le partage de l'Afrique noire, (quoique déjà en 1869, au moment de l'ouverture du canal de Suez, la main-d'œuvre italienne fut prépondérante dans ce travail comme par après dans la construction du chemin de fer du Soudan). La compagnie Rubattino, société gènoise de bateaux à vapeur, avait acheté sur le littoral de la mer Rouge, un petit territoire dans la baie d'Assab. C'est seulement en 1882, en conséquence du mécontentement général provoqué par l'occupation française de Tunis, qui avec la Tripolitaine (alors théoriquement possession de la Turquie et occupée par l'Italie en 1911), constituait un des objectifs du capitalisme italien en formation, que le gouvernement italien acheta la concession d'Assab et se mit à l'étendre. Les événements dont la haute Egypte et la Nubie étaient alors le théâtre favorisèrent cette poussée. Ces régions étaient alors en pleine révolte et le puissant empire des Derviches menaçait même l'Egypte où les Anglais venaient de s'installer. L'Angleterre permit à l'Italie de s'installer plus solidement sur le littoral de la mer Rouge avec l'occupation de Massaouah (1882). Mais, plus encore que les intérêts contingents de la lutte commune contre l'Empire du Mahdi, l'impérialisme anglais redoutait les appétits de l'impérialisme français qui déjà en 1862 avait occupé Obock sur la mer Rouge et qui pouvait représenter une menace que l'Italie ne pouvait encore être. Mais d'autre part, l'installation de l'Italie à Massaouah, qui enlevait à l'Abyssinie toute possibilité de débouché sur la mer, signifiait une raison de conflit entre ces deux pays. Italiens et Abyssins devaient

inévitablement entrer en conflit. Après avoir occupé la plaine comprise entre la côte et les premiers escarpements des plateaux, les Italiens s'avancèrent progressivement vers l'intérieur. Le Négus d'alors, Johannès, eut recours aux armes et le ras Aloula détruisit en 1887 à Dogali une colonne italienne. C'était l'époque où le pouvoir en Italie était passé aux mains de Crispi qui fit de l'expansion en Afrique un des axes de sa politique extérieure. Johannès se retira devant les renforts débarqués par l'Italie et en se portant contre les derviches, il fut tué en 1889 à la bataille de Metemnah.

L'Italie profita de l'anarchie qui survint après la mort de Johannès pour regagner le terrain perdu et elle signa avec les tribus voisines des traités par lesquels elles acceptaient le protectorat de l'Italie. Mais avec l'avènement de Ménélik la situation changea. Ménélik, roi du Choa, avait été appuyé par l'Italie qui espérait trouver en lui un souverain disposé à accepter le protectorat italien. L'Italie reconnut donc Ménélik comme Négus, l'aida à vaincre ses rivaux et signa avec lui en 1889 le traité de Ucciali. Par la suite ce traité donna lieu à une curieuse controverse : l'Italie affirmait que le traité contenait le passage suivant : « le roi des Ethiopiens consentait à se servir du roi d'Italie pour toutes les tractations d'affaires avec des autres puissances et gouvernements », c'est-à-dire admettait une suzeraineté italienne. Les Ethiopiens par contre affirmaient que le texte en langue amarique signifiait « pourrait demander l'aide de l'Italie ». En tous cas, on connaît bien la conclusion de cette première aventure africaine : à la bataille d'Adoua l'armée italienne fut détruite avec perte de 10,000 hommes et de son artillerie — une des plus grandes défaites coloniales d'avant la guerre — et par la convention d'Addis-Abeba, en octobre 1896, l'Italie reconnut l'indépendance de l'Abyssinie. Ainsi sombra la mégalomanie de Crispi et le rêve impérial du roi Umberto qui aurait, dit-on, déjà préparé la frappe d'une monnaie impériale. On ne doit pas oublier le rôle du prolétariat italien exigeant la fin de cette guerre, arrivant jusqu'à faire sauter les rails pour empêcher le départ des soldats.

Ménélik ne fut pas seulement le sauveur de l'indépendance de l'Abyssinie contre l'Italie, mais en conquérant l'Ogadem,

les pays de Gallas et de Caffa, il établit son pouvoir sur tout le haut plateau éthiopien et élargit ses frontières du Nil bleu jusqu'au lac Rodolphe. Ménélik réussit aussi à imposer son pouvoir sur les ras et à créer l'unité organique de l'Éthiopie. Quant l'empereur Ménélik mourut en 1913 son petit-fils Lidj-Jassou lui succéda. Mais il fut accusé de favoriser les Mahométans, c'est-à-dire les populations récemment annexées par Ménélik qui était de cette religion — d'autre part l'Entente noua des intrigues contre lui craignant que le Négus ne fasse entrer l'Abyssinie en guerre aux côtés des Empires Centraux. Le clergé est très puissant en Éthiopie. La religion des Abyssins est (depuis le 4<sup>e</sup> siècle) chrétienne du rite copte. A la tête du clergé se trouve un évêque principal — investi par le patriarche copte d'Alexandrie — et qui s'appelle « Aboune ». L'Église copte compte en Abyssinie 100.000 prêtres et moines et elle possède à peu près un tiers des terres.

L'Aboune déclara donc détrôner le Négus et la fille de Ménélik. Zeidoutou, fut proclamée en 1917 impératrice avec pour régent et prince héritier le ras Taffari, le fils du ras Makonnen, le « héros » de Adoua. Taffari « associé » au trône en 1928, devint définitivement Négus en 1930, à la mort de l'impératrice.

Comme avec Ménélik, également avec Taffari, l'Italie flirta au début avec le nouveau Négus. Elle appuya en 1923 l'entrée de l'Éthiopie dans la Société des Nations, malgré l'opposition de l'Angleterre. En 1924 Taffari fut reçu avec tous les honneurs en Italie. Et en 1927, le duc de Abruzzi rendit visite au Négus au nom du roi d'Italie. C'était l'époque des cadeaux de tanks et d'avions...

Enfin, en 1928, un traité fut signé, dit d'amitié et de réciprocité. Il devait durer 60 années; sept années sont passées depuis cette date et nous sommes... devant une guerre.

Aujourd'hui, l'Italie accuse l'Éthiopie de n'avoir pas rempli les conditions qui furent à la base de son adhésion à la S. D. N. :

Primo, le Négus n'a pas réussi à consolider son pouvoir sur tout le pays dont on ne connaît pas même les frontières exactes. (On pourrait ajouter qu'il n'a pas le droit de siéger à Genève puisque l'Éthiopie est le seul pays au monde qui n'ait ni dettes intérieures ni extérieures; qu'il n'a jamais

émis d'emprunt plus ou moins forcé, qu'il y circule seulement de l'or et de l'argent comme monnaie et non des billets de banques, que l'on n'y connaît par conséquent ni inflation, ni dévaluation comme dans tous les pays qui se respectent...) En tout cas, il s'agit d'une intrusion manifeste dans les affaires intérieures d'un pays alors que le fascisme italien est d'une grande susceptibilité quand il s'agit de lui-même.

Secondo, le fait relatif à la survivance de l'esclavage en Éthiopie, argument sur lequel nous reviendrons par la suite.

Tertio, de n'avoir pas tenu ses engagements au sujet de la limitation des importations d'armes. Cette troisième accusation est tout à fait ridicule à une époque où tous les pays s'arment à outrance et où l'Éthiopie fait la même chose sachant avoir affaire à l'impérialisme italien actuel qui n'a jamais caché son désir de laver « la honte » de Adoua. Seulement, pour le malheur de l'Éthiopie sa « course aux armements » ne peut s'effectuer qu'au travers d'achats indirects et limités d'armes et autres objets indispensables à la guerre, dans les autres pays.

Mais d'autres griefs beaucoup plus substantiels se font jour pour qui suit la campagne effectuée par la presse fasciste. En dépit des traités de commerce et du traité d'amitié et de collaboration de 1928, l'Italie se plaint de n'avoir rien obtenu. En 1906, elle avait déjà demandé une douane unique mais elle ne l'obtint que treize années après. Quand, par contre, la France obtint tout de suite un droit d'entrée uniforme. On lui a refusé le droit de construire le chemin de fer Setil-Godar et on lui a même refusé la permission de construire une route accessible aux camions à Assab-Dessié pour laquelle l'autorisation avait déjà été donnée. Par contre, une compagnie anglaise obtint tout de suite la permission de construire un chemin de fer de Gambela à la frontière du Soudan et, ces jours derniers, un accord vient d'être conclu au sujet du lac Tana entre l'Égypte, c'est-à-dire l'Angleterre, et l'Éthiopie.

Les Français ont obtenu, de leur côté, des concessions sur les mines d'or et de platine.

Tous ces faits peuvent être vrais, mais la raison en est que l'impérialisme français et anglais représentent, pour le moment du moins, un danger moindre que l'Italie pour l'Éthiopie. Et, naturellement, celle-ci

regarde avec méfiance toutes les propositions de l'Italie et cherche à empêcher sa pénétration dans le pays.

..

L'empereur d'Éthiopie — qui s'appelle « Negus nagest » ou « Roi des Rois » — exerçait le pouvoir absolu jusqu'en juillet 1931, quand il octroya à son peuple la Constitution avec Parlement et toute la comédie représentative.

L'empereur nomme les chefs des différentes régions — l'Etat est composé par la réunion des anciens royaumes abyssins du Choa, Tigré, etc., avec les territoires surtout Gallas conquis par Ménélik — il a le pouvoir judiciaire suprême et sous sa dépendance directe « l'armée de la couronne ». Les gouverneurs, qui s'appellent généralement « ras », jouissent dans leur région de tous les pouvoirs civils, judiciaires (sauf celui de condamner à mort qui est réservé exclusivement à l'empereur) et fiscal. Le fait de leur nomination par l'empereur n'exclut pas que dans quelques régions les pouvoirs ne sont pas transmis par hérédité et dans ce cas l'investiture n'est rien d'autre que la consécration d'un fait établi.

Il n'existe pas une administration fiscale pour tout l'Empire. chaque région se règle à sa façon. On n'y trouve donc aucun bilan d'Etat, ni même — si ce n'est depuis peu de temps — de distinction entre Trésor public et cassette privée de l'Empereur et des ras.

Cette réglementation fiscale se base sur le dixième des cultivateurs et sur une pléiade d'obligations de tout genre qui crée en Abyssinie comme ailleurs une classe d'exploiteurs et d'exploités.

La base du système de la propriété foncière en Éthiopie, du moins dans la région septentrionale, est assise sur la propriété collective du sol, par village (« res »), lequel effectue des répartitions périodiques des terres (dont la durée de temps varie avec le type de culture) entre les chefs de famille qui jouissent des produits du travail à l'exception d'un tantième fixé pour chaque économie et versé par le village comme tribut. Mais à côté de cette survivance précapitaliste se renforce la propriété individuelle des seigneurs fonciers et particulièrement nombreuses sont les terres privées de l'empereur (qui correspondent aux terres domaniales de nos pays) et qui

sont données comme « fiefs », aux favoris et surtout à l'Église.

Les terres des récentes conquêtes, par exemple celles de l'Harrar et du pays de Galla sont également propriété de l'empereur. Ménélik fixa sur ces terres conquises des colonies militaires de soldats du Choa qui reçurent de la terre et des paysans allogènes (Gabbars) qui devaient les entretenir eux et leurs descendants.

Il s'agit donc d'une sorte de servage de la glèbe — nommée encore aujourd'hui Gabbars — « taillable et corvéable à merci » comme leurs frères du moyen-âge, mais qui ne sont pas esclaves parce que libres de posséder. Ils sont seulement redevables d'un travail obligatoire. Mais il existe aussi en Éthiopie un véritable esclavage domestique, une traite qui se pratique surtout avec l'Arabie.

Avant tout il convient de noter que l'esclavage n'est pas la triste prérogative de l'Éthiopie seule; il subsiste dans la république de Libéria, l'autre Etat indépendant de l'Afrique et membre de la S. D. N. et dans beaucoup d'autres régions de l'Afrique (par exemple, le Soudan), où flottent les drapeaux britanniques ou français, dans l'Asie particulièrement en Arabie et dans quelques endroits de l'Amérique. D'ailleurs, si l'on voulait examiner le problème d'un point de vue de classe on pourrait ajouter comme une forme déguisée d'un vrai esclavage, le travail forcé ou obligatoire ou par contrat à longue durée que les impérialismes hégémoniques, aussi la Belgique et les Pays-Bas, pratiquent dans leurs colonies envers les populations indigènes, sans parler de l'esclavage économique du prolétariat dans les différentes métropoles.

Dans le passé on achetait un esclave pour 100 francs et un esclave pour 500. Les femmes coûtaient davantage car les enfants appartenaient au maître de l'esclave. La vente se faisait au marché du samedi, avec celle des mulets et des bœufs. Déjà en 1905, Ménélik avait aboli, du moins sur le papier l'esclavage.

À l'entrée de l'Éthiopie dans la Société des nations on lui imposa la clause de l'abolition graduelle de l'esclavage domestique, pour ne pas bouleverser complètement les conditions économiques sur lesquelles repose la royauté abyssine, en une période de 60 années. En 1924, Taffari alors héritier du trône promulga un édit dans lequel, après avoir confirmé les édits précédents

contre la traite, il proclamait l'abolition partielle de l'esclavage. Aucun esclave nouveau ne pouvait dorénavant exister. Une partie des esclaves existants recouvrèrent leur liberté en commençant par les fils aînés d'esclaves qui devenaient libres et tous ceux qui s'enrôlaient dans l'armée éthiopienne. Pour ceux qui restaient encore à l'état d'esclaves on assurait un traitement « humain ». Par après en 1928, Taffari devenu Négus renouvela son édit contre l'esclavage et prescrivit la graduelle transformation des obligations des « gabbars » en journées de travail obligatoires. En 1931, une nouvelle loi fut adoptée par laquelle les esclaves devenaient ipso facto libres à la mort de leur maître et en 1932 fut abolit le « Gabbars ».

Il est difficile d'évaluer le nombre d'esclaves qui existent encore aujourd'hui en Ethiopie. Mais, certes, le chiffre de 2 millions que donne la presse fasciste est extrêmement exagéré et fait partie de la préparation idéologique de l'atmosphère de guerre.

A cette campagne de bourrage de crânes, sur l'esclavage en Ethiopie découvert aujourd'hui par le fascisme, s'ajoute une campagne qui veut montrer l'empereur d'Abyssinie comme le chef d'un vaste mouvement anti-européen en Afrique qui fait le pendant à la campagne contre le danger communiste que le Japon a brandi pour justifier ses rapines en Mandchourie.

Un rapport sensationnel de la Société Géographique Italienne affirme que tous les mouvements xénophobes qui se sont vérifiés ces dernières années dans les colonies anglaises, françaises, portugaises ou belges, que toutes les révoltes de paysans exploités contre l'oppresser blanc, sont dus à la main noire du Négus d'Abyssinie.

Un danger « noir » ayant à sa tête le Négus comme si vraiment il ne suffisait pas du « danger jaune » de bonne mémoire.

En réalité, l'Ethiopie cherche à se rapprocher des puissances musulmanes du proche Orient — on ne doit pas oublier qu'en Ethiopie existe, comme nous avons vu, 4 millions au moins de musulmans : Gallas, Somalis, Dankalis. Déjà, en 1924, Taffari alors régent chercha un accord avec la Turquie, en 1932-34 des missions abyssines furent envoyées dans les royaumes arabes du Yémen et du Hedjas; cette année une nouvelle mission a visité ces

pays et ensuite à nouveau la Turquie qui ces jours-ci a installé une Ambassade en Ethiopie. Le fascisme italien se scandalise comme d'une provocation de la part du Négus quand il se rallie au système des alliances pratiqué par tous les pays du monde et dont l'Europe montre le plus frappant exemple en prévision de la guerre mondiale.

\* \*

La guerre contre l'Abyssinie se fera donc en septembre, à la fin de la saison des pluies.

A ce propos on doit tout de suite prendre position contre la tendance, plus ou moins de bonne foi, qui fait croire à la possibilité d'une défaite militaire de l'Italie du type de celle d'Adoua et qui ferait sombrer le régime abhorré du fascisme.

La campagne militaire en Ethiopie ne consistera pas dans un développement stratégique qui trouvera son dénouement tactique dans une bataille d'envergure. Si Napoléon pouvait encore gagner des campagnes « avec les jambes de ses soldats », la guerre d'aujourd'hui se gagne uniquement avec la supériorité des moyens techniques dont on dispose. Et à ce propos l'Ethiopie se trouve dans une situation d'infériorité manifeste.

L'armée éthiopienne est formée par la force armée de l'empereur « l'armée de la couronne » et par l'armée irrégulière formée par les corps que les différents ras entretiennent selon leur puissance et leurs intérêts particuliers et qui en cas de guerre doivent être mis à la disposition de l'empereur.

Il s'agit, en temps de paix, ou bien de volontaires — par exemple, comme nous l'avons déjà vu, des esclaves pour acquérir leur liberté — ou de soldats-proprétaires qui, ayant reçu des terres et des gabbars, ont contracté des obligations militaires à vie envers l'empereur.

En tout 3-500,000 soldats dont 100,000 possèdent des fusils modernes et tout au plus 15,000 sont bien équipés. Le reste possède seulement des fusils de vieux modèle. L'armée abyssine possède très peu d'artillerie et tout au plus 200 mitrailleuses dont quelques-unes anti-aériennes. Depuis 1929, l'Abyssinie possède aussi une escadrille d'avions — quelques dizaines d'appareils — avec des instructeurs français, comme d'autre part, elle a des instructeurs belges pour l'armée et des instructeurs suédois

pour l'Ecole militaire récemment fondée.

En cas de guerre, tous les propriétaires du sol doivent s'armer — l'appel (« chétif ») menace, en effet, de confiscation des terres les réfractaires et on pourrait compter 2 hommes en état de se battre pour 10 habitants, ce qui signifierait deux millions de combattants.

Mais il ne s'agit pas seulement d'avoir des hommes, il s'agit surtout de les armer et comme nous l'avons vu l'Ethiopie manque complètement d'industrie qui peut se transformer en industrie de guerre comme dans les pays capitalistes. Pour ce qui regarde la célèbre cavalerie de Gallas et de Somalis qui a joué un grand rôle dans les guerres du passé, on sait très bien qu'aujourd'hui le « cheval d'acier » s'est substitué au « cheval de chair » et que l'avion est l'arme de l'exploration et les chars d'assaut l'arme du défoncement.

Avec la supériorité écrasante de son aviation l'Italie évitera toute surprise et pourra disperser avec le bombardement aérien toute tentative de regroupement des forces ennemies.

L'armée italienne avancera méthodiquement des deux frontières à la fois : de la Somalie et de l'Erythrée, avec l'aide de la flotte qui empêchera toute contrebande d'armes dans la mer Rouge, en construisant au fur et à mesure des routes pour camions et des chemins de fer stratégiques. Déjà maintenant sont envoyés une grande quantité d'ouvriers en Afrique orientale en même temps que des envois de troupes.

Une fois occupés les points stratégiques, le fascisme voudra réduire à néant la possibilité de cette guerre de guerillas qui caractérise les guerres coloniales et qui consiste dans l'attaque de postes isolés et dans l'empêchement du ravitaillement. Celui-ci sera fait par voie d'air d'une façon plus rapide et plus sûre. Il faudra aussi envisager la possibilité de camps de concentration et de déportation de populations des points stratégiques dans les autres régions comme ce fut le cas en Tripolitaine.

Mais si nous donnons une appréciation si optimiste des possibilités militaires d'une campagne en Ethiopie, cela ne signifie pas qu'elle ne présente pas des difficultés très graves et surtout qu'elle ne renferme pas des inconnues qui peuvent bouleverser la situation.

Avant tout, le problème financier : l'Italie a déjà dépensé 2 milliards et la guerre

n'a pas encore commencé. Deuxièmement, le climat et les maladies tropicales qui décimeront le corps expéditionnaire beaucoup plus que le feu ennemi. Tertio, les complications de caractère international sans excludre les inévitables répercussions dans le pays contre une campagne si impopulaire, quoiqu'en dise la presse fasciste. L'aventure africaine oblige le fascisme pour la « sécurité du Brenner » et pour sa politique en Autriche et dans l'Europe Centrale à tout un bouleversement de sa politique d'alliances dont on voit déjà les signes précurseurs.

Problèmes d'une grande complexité que l'on ne peut qu'énoncer parce que nécessitant chacun un développement spécial. Nous n'examinerons ici que le problème du Lac Tana qui donne son origine aux sources du Nil bleu, le facteur de la richesse du coton et qui oppose actuellement l'impérialisme italien et anglais.

\* \*

Le sort de l'Ethiopie est lié indissolublement à celui du Soudan et de l'Egypte en conséquence d'une réalité géographique insupprimable : le maître de la région des eaux du Nil est destiné à dominer infailliblement tout la vallée Or, les sources du Nil, comme on le sait, se trouvent dans leur plus grande partie en Ethiopie.

Le Négus Johannès avait dû déjà en 1872-75 et 76 repousser trois expéditions des Egyptiens tendant à conquérir ce que l'on appelait le « château d'eau ». Et l'Angleterre qui en 1868 avait fait une guerre contre l'Abyssinie, laquelle se termina avec la défaite et le suicide du Négus Théodoros, après avoir, en 1882, occupé l'Egypte aurait certainement répété sa tentative si l'Empire puissant du Mahdi n'avait créé dans la haute Egypte et au Soudan une barrière infranchissable. Mais avec des traités, surtout en 1891-94, l'Angleterre put s'assurer une pleine liberté d'action sur le Nil. C'était l'époque où la vallée du Nil était convoitée par l'impérialisme français, s'appuyant sur Ménélik auquel, par la convention d'Addis-Abéba de 1897, on garantissait son établissement sur le Nil blanc, alors que la France obtenait le droit de construction du chemin de fer de Djibouti.

Mais l'Angleterre, qui venait d'achever la déroutte finale des successeurs du Mahdi, s'opposa énergiquement à cette convention et avec la menace de guerre, obli-

gea la France à reculer (incident de Fachoda 1898).

Depuis lors l'Angleterre détermina la « politique du Nil », dont elle se proclama l'unique arbitre. C'est donc à ce point de vue que l'on doit juger toute l'histoire des événements ultérieurs.

Le cours du Nil blanc tout entier est acquis à l'Angleterre, mais il n'en est pas de même du Nil bleu qui prend sa source sur le massif d'Ethiopie autour du Lac Tana qui contribue en grand partie à la culture du coton dont l'Angleterre est si avare.

Le Traité de 1902 avec Ménélik garantissait à l'Angleterre le fait que l'Abyssinie ne permettrait pas de construire ou faire construire sur le Nil bleu et sur le Lac Tana des ouvrages hydrauliques d'aucune espèce (sauf avec accord préventif de l'Angleterre) pouvant détourner le cours des eaux du Nil qui irriguent le Soudan et l'Egypte.

La convention tripartite: Angleterre, France, Italie de 1906 qui se présentait comme une tentative de supprimer les antagonismes et d'harmoniser les intérêts contrastants des trois larrons qui entourent l'Abyssinie (elle fut établie en dehors de toute participation du pays intéressé) contient un préambule hypocrite sur l'intégrité de l'Ethiopie et sur la non immixtion dans les affaires intérieures de ce pays. Mais elle envisage surtout les intérêts de l'Angleterre dans le bassin du Nil en ce qui concerne la réglementation des eaux de ce fleuve et de ses affluents, les intérêts de l'Italie en Erythrée et Benadir et de la France à Djibouti.

Cette convention, comme on sait, n'eut pas d'effets surtout pour ce qui concerne le projet d'un chemin de fer reliant l'Erythrée à la Somalie, mais elle confirma les droits de l'Angleterre sur les eaux que le Nil bleu conduit de l'Abyssinie en Egypte et qui forment la vallée si fertile et riche de coton du Nil.

Mais il ne s'agit pas seulement du système fluvial du Soudan et de l'Egypte qui trouve son pivot dans les eaux du Lac Tana, mais aussi de la continuité de la poli-

tique anglaise en Afrique orientale qui se concrétise dans les deux pôles: le Caire-le Cap.

La tension anglo-italienne s'est accentuée ces derniers temps: la presse des deux pays s'est abandonnée à d'âpres polémiques. On a parlé de la fermeture du canal de Suez, ce qui en pratique signifierait rien d'autre que la déclaration de guerre. Le problème fondamental est le suivant: l'Angleterre qui — comme nous l'avons déjà vu — en 1898 pour l'incident de Fachoda ne manqua pas de menacer la France de la guerre, laissera-t-elle aujourd'hui impunément l'impérialisme italien menacer la clé de la prospérité de l'Egypte et la « voie des Indes » ?

Tout cela dépend du point de maturité de la conflagration mondiale qui règlera la nouvelle répartition des colonies bien plus qu'une conquête isolée de la part d'un impérialisme. Et l'Italie pourrait bien, en cas d'une conquête immédiate — après la saison des pluies — de l'Ethiopie perdre dans la conflagration mondiale le butin préalablement volé.

Il est certain qu'il ne peut être question pour nous de proclamer la nécessité de soutenir l'indépendance de l'Abyssinie, le Négus Tafari contre Mussolini, pas plus d'ailleurs que nous ne soutenons la bourgeoisie de pays arriérés (Chine) dans ses « tentatives » d'indépendance nationale, pas plus que nous ne soutenons les bourgeois démocrates ou les assassins fascistes. C'est le prolétariat des métropoles, dans ce cas le prolétariat italien, qui peut tirer les populations abyssines du servage, de l'esclavage, abattre le féodalisme primitif et ses castes et il ne peut le faire qu'en assénant des coups meurtriers au fascisme, en jetant bas la domination capitalistes, en luttant sur le plan international contre tout système d'oppression de classes, en arborant le drapeau de la révolution mondiale, dans tous les pays, y compris les colonies où seul il peut introduire une industrialisation basée sur l'assouvissement des besoins et tirer des peuplades arriérées de la barbarie vers le communisme.

GATTO MAMMONE

## Projet de Rapport sur la situation en Italie

L'Italie se présenta dans le cycle des révolutions bourgeoises du XI<sup>e</sup> siècle, avec des conditions particulières qui contresignèrent soit l'évolution de ce capitalisme, soit les formes spécifiques que revêtirent la formation et le développement de la classe prolétarienne et de son action. Dépécée en plusieurs petits Etats se livrant souvent la guerre les uns aux autres — répercussions des luttes opposant les grands Etats féodaux de l'Europe — l'Italie ne possédait que deux Etats dont l'économie était soustraite au contrôle direct de puissances étrangères; le Piémont et l'Etat Pontifical. Au surplus ni l'un ni l'autre de ces deux Etats ne pouvait trouver, au sein de son territoire, les prémices d'une évolution industrielle de son économie en faisant le pivot autour duquel l'unification de l'Italie aurait pu s'effectuer pour aboutir à la construction de l'Etat unitaire surgi en 1870. Le parallèle entre le Piémont et la Prusse quant au rôle respectif que ces deux Etats ont joué dans la formation des Etats capitalistes en Allemagne et en Italie, ne tient qu'à la surface des événements et à certains traits d'analogie entre les deux chanceliers (Bismark et Cavour); il porte sur l'action qu'ils menèrent pour faire ressortir l'Etat capitaliste centralisé des guerres directes contre des puissances étrangères ou de leur intervention dans les luttes que se faisaient les grands Etats capitalistes ou féodaux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce parallèle ne tient pas quand on dépasse certains traits généraux qui bien qu'importants ne se rapportent pas à la structure économique de la société capitaliste: en effet, le Piémont et la Sardaigne ne pouvaient pas se prévaloir — ainsi qu'il en était le cas pour la Prusse à l'égard de l'Allemagne — d'une constitution géologique pouvant donner vie, par la suite, à un bassin industriel fondement de l'Etat capitaliste unifié.

Toutefois, l'abondance de traditions du capitalisme commercial qui fit précisément ses débuts en Italie grâce à l'importance détenue par la Mer Méditerranée dans les courants du trafic mondial, devait donner la victoire au Piémont qui s'orientait nettement vers une évolution capitaliste de l'ensemble de la société en Italie, et déterminer la défaite de l'Etat pontifical, voulant faire triompher l'unification de l'Italie sous le signe d'un régime féodal du type de la Russie. Enfin, le fait que cette bourgeoisie marchande avait la première mené la

lutte pour installer, au sein même du régime du servage, les Communes afin d'y défendre ses intérêts, déterminait à la fois l'impossibilité du maintien des petits Etats sur le type de l'économie balkanique actuelle, et la nécessité d'une unification orientée vers le grand Etat capitaliste.

Tout au long du processus qui mènera à la victoire définitive de 1870 consacrant l'unification de l'Italie, nous constaterons que le défaut de maturité des conditions économiques pour une révolution bourgeoise, donne lieu à des idéologies bigarrées dont aucune ne sera reprise à son compte ni par les couches par trop faibles de la bourgeoisie italienne, ni par la monarchie piémontaise qui devait par la suite devenir la force de direction de l'Etat italien.

La théorie mi-proudhonienne, dans le domaine social, et républicaine dans le domaine étatique, de Mazzini, non seulement n'est jamais parvenue à représenter des masses importantes même petites bourgeoises, mais n'a pas été considérée comme un appoint fondamental dans la politique de Cavour consistant en une prudence surveillance des conditions internationales afin de pousser aux guerres d'annexion, en profitant surtout de la nécessité où se trouvait Napoléon III de briser la puissance de l'Etat autrichien, pour étendre ainsi les frontières de l'Etat piémontais en lui joignant la Lombardie (1859). Le prolétariat lui-même n'apparaît nullement sur la scène, même pas sous les formes confuses du type des mouvements parisiens de 1793-94; les mouvements de Milan de 1848, plutôt que redevables à la structure interne de la société lombarde, doivent être considérés comme un écho des mouvements bien plus puissants et plus caractérisés de Paris et de Vienne, car à Milan l'objectif que s'assignent les mouvements « populaires » c'est la libération du joug autrichien et en particulier du général Radetzky.

L'unification de l'Italie se fait donc sur un sol économique ne contenant par les prémices pour la formation d'un régime capitaliste, cette unification est plutôt un reflet des événements européens de l'époque et la classe bourgeoise italienne va se trouver, après 1870, devant des problèmes économiques et politiques qui avaient précédé, ailleurs, la conquête ou la prise du pouvoir par le capitalisme, ainsi que l'impossibilité de pénétrer pour le partage des colonies

— en Afrique surtout — au sein du concert des grandes puissances.

On appela, en 1876, « révolution parlementaire », la chute de la « Droite historique » qui céda la place à la « Gauche historique » dans les gouvernements de l'Etat unifié. Ce changement de personnel gouvernemental ne signifie nullement le passage de la réaction au libéralisme, mais est plutôt le signe de la première apparition des conditions concrètes pour la formation de la société capitaliste en Italie.

La personnalisation de la nouvelle couche dirigeante, Depretis, fut appelé le protagoniste du « transformisme », formule qui dépasse de beaucoup le cadre parlementaire où il voulait signifier l'osmose des deux partis pour la fondation d'un seul grand parti de l'Etat unifié. Cette formule va également signifier que progressivement vont se transformer les conditions de l'économie italienne et avec ces modifications vont se poser les problèmes de classe propres au régime capitaliste. Onze ans après la « révolution parlementaire », Crispi, le républicain et chef de la « gauche historique » succéda à Depretis et c'est sous son gouvernement que se manifesteront l'éclosion d'une véritable économie industrielle en Italie, la répression violente des mouvements de révolte des prolétaires mais surtout des paysans, l'intervention de l'Italie sur l'arène des compétitions capitalistes.

A Crispi succéda la dictature militaire à laquelle fit place ensuite le règne de la gauche libérale et démocratique de Giolitti qui tint le pouvoir presque sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. Giolitti peut à juste titre être considéré comme le représentant typique de la grande bourgeoisie industrielle ayant enfin trouvé les conditions économiques pouvant former la base de sa domination. La politique de Giolitti parvient non seulement à doter l'Etat italien d'une bureaucratie qui établira ses attaches avec l'ensemble de la société, mais surtout à canaliser — dans la voie de l'incorporation à l'Etat — le mouvement prolétarien issu des transformations profondes qui s'étaient vérifiées en Italie entre 1895 et 1910. Giolitti pousse ouvertement à la formation des grandes coopératives surtout dans le domaine agricole, et obtient l'appui des réformistes passant à la construction des syndicats ouvriers. Les formes sous lesquelles apparaîtra l'industrie italienne sont celles du grand monopole; les perfectionnements qui avaient demandé de longues années dans les autres pays se transplanteront directement en Italie, à un rythme qui ne connaîtra pas de puissants bouleversements sociaux précisément grâce à la politique de compromission que dé-

veloppera Giolitti à l'égard du mouvement ouvrier. D'autre part, le système financier italien ayant de puissantes traditions et attaches avec l'économie du fait de l'activité intense de la bourgeoisie marchande s'adaptera bien vite aux changements survenus dans l'économie industrialisée; les anciennes institutions de crédit rayonnant surtout dans les campagnes resteront presque inchangées (pour ce qui concerne leurs méthodes de drainage de l'épargne des paysans), mais prendront part largement aux nouvelles méthodes du crédit faisant participer leurs capitaux à l'œuvre d'industrialisation de la péninsule.

Pour ce qui regarde la constitution particulière de la nouvelle économie italienne, nous assisterons à une concentration très forte de l'industrie en quelques centres (Turin, Milan, Gênes : le triangle fondamental de l'économie italienne) alors qu'ailleurs continueront à subsister les formes de la petite production s'accordant avec une économie paysanne régie sur la base du métayage et de la petite propriété. Dans le Sud de l'Italie, par contre, c'est le latifundia qui est la forme prévalente de l'économie agricole et dans ces régions — à part les plus riches régions de Sicile et de la Campanie — les méthodes du servage féodal restent la forme de vie essentielle d'une population vouée à une misère atroce. Dans le Nord de l'Italie et aux Pouilles, l'économie agricole se transforme profondément et les grands perfectionnements industriels qui seront implantés détermineront ainsi une classe très nombreuse du prolétariat agricole qui écrivit, dans l'après-guerre, des pages merveilleuses dans l'histoire des luttes de classes en Italie.

La formation et le développement du capitalisme en Italie présente deux traits profondément contrastants : il arrive en retard dans le cycle des révolutions bourgeoises du XIXe siècle, il est forcé de se développer sur un sol qui bien qu'extrêmement pauvre en matières premières pour l'industrie lourde, lui permet toutefois de bénéficier de l'abondance de la houille blanche et de s'appuyer sur une industrie de transformation qui crée, dans le Nord, de puissants centres industriels; et enfin sur les richesses d'une économie agricole qui dans la vallée du Po et dans les Pouilles, fournit une production permettant une exportation qui si elle est incapable de balancer le montant des importations indispensables à l'industrie de transformation, donne toutefois de grandes possibilités de développement au capitalisme dans son ensemble. Le retard historique pour la construction de l'Etat unitaire, et l'insuffisance des matières premières ont donné lieu à cette inter-

prétation de la société bourgeoise italienne : n'ayant pu bénéficier des facteurs qui ont ailleurs formé l'échine dorsale du capitalisme, elle n'aurait pu atteindre les formes supérieures connues par les puissances capitalistes du restant de l'Europe. Cette interprétation doit justifier la conception qui veut que le fascisme actuel est non pas une forme de gouvernement très avancée du capitalisme mais par contre une expression de domination de classes pré-bourgeoises, ou d'une classe capitaliste qui étant trop faible serait forcée de se combiner avec des reliquats des anciennes classes féodales, ou de se rattacher à des formes gouvernementales propres à ces dernières classes.

Bien que les récents événements d'Allemagne où le capitalisme le plus avancé a dû recourir au fascisme pour maintenir et renforcer sa domination de classe, aient fait table rase de ces positions défendues par les mouvements bourgeois d'opposition au fascisme, il nous semble nécessaire de mettre en évidence l'élément essentiel présidant à la formation et au développement du capitalisme italien car nous y retrouverons aussi l'explication au fait que c'est justement la bourgeoisie italienne qui sonnera le ralliement du capitalisme mondial après la résorption de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale et qui — au travers du fascisme — marquera la voie que suivront d'autres capitalismes beaucoup plus avancés et plus riches que celui d'Italie.

Cette particularité consiste dans le fait que les événements ayant précédé la victoire de la bourgeoisie dans les autres pays, se manifesteront en Italie après que l'Etat unitaire aura été fondé. La révolution paysanne et les mouvements religieux de Réforme n'ont pas accompagné l'évolution qui conduisit la bourgeoisie italienne à fonder son Etat. Mais tant dans le domaine agricole que dans celui du pouvoir de l'Eglise catholique, les changements économiques et sociaux se produiront dans les conditions les plus favorables pour ce capitalisme qui, détenant déjà le pouvoir étatique, pourra les faire directement converger vers ses intérêts propres. Dans le domaine agricole, nous l'avons déjà indiqué, les transformations structurelles se feront par l'installation directe de la bourgeoisie industrielle dans les régions les plus riches d'Italie, et la soumission de la petite production au pouvoir du grand capitalisme. Dans le domaine religieux, si nous n'avons pas eu des mouvements de sécession au sein même de l'Eglise catholique, nous avons toutefois assisté à un triomphe encore plus total qu'ailleurs des prérogatives capitalistes à l'égard des anciens droits du clergé. La loi « delle guarentigie »

calquée sur la formule de Cavour « libre église dans le libre Etat », le « non exequatur » de 1876, le pacte Gentiloni, de Giolitti, enfin le concordat de Mussolini, prouvent nettement que l'Etat capitaliste n'admet nullement le partage avec le pouvoir temporel des papes et s'il accepte son concours n'est uniquement pour en profiter dans l'œuvre d'écrasement du prolétariat révolutionnaire. Pour ce qui concerne les mouvements idéologiques au travers desquels s'est exprimée en France, Angleterre, Allemagne, la poussée révolutionnaire de la bourgeoisie, si nous ne trouvons rien d'exceptionnel en Italie, ce n'est nullement à cause de la faiblesse de ce capitalisme mais uniquement parce que le rôle historique — au point de vue mondial — du capitalisme était terminé. Mais tant dans le courant de positivisme de la fin du siècle dernier, tant dans le néo-idéalisme de Croce, nous trouvons des essais forts intéressants d'adapter la méthode et la théorie hégéliennes aux nouvelles nécessités du capitalisme. Il ne s'agit plus, ainsi qu'il en est le cas chez Hegel, de justifier seulement le régime capitaliste, mais de prouver que ce régime parce qu'il est susceptible d'une évolution constante vers des formes supérieures de société auxquelles il n'opposera pas la violence conservatrice, n'appelle pas la nécessité d'un parti distinct, qu'il n'est pas nécessaire de recourir à la violence insurrectionnelle contre lui. Ainsi que nous l'avons dit, c'est la politique de Giolitti qui accompagnera ces mouvements idéologiques par son œuvre de compromission et de corruption au sein du mouvement ouvrier.

Ainsi, les particularités de la formation et du développement du capitalisme loin de présenter des éléments négatifs pour la puissance de sa classe représenteront, par contre, des éléments positifs pour l'œuvre qu'elle devra accomplir contre son ennemi direct le prolétariat révolutionnaire. Ce dernier est absent et non *compagnon* dans les événements qui porteront à la formation de l'Etat unitaire; de plus il se trouvera bien vite impuissant par le succès de la politique de Giolitti qui pourra amener le gros des organisations ouvrières à participer aux effets de l'industrialisation de l'économie : le capitalisme détenant déjà la force de l'Etat dans ses mains, ne se trouvera donc pas devant le danger connu surtout en France et qui consista dans les tentatives des premières organisations ouvrières d'évincer la bourgeoisie du pouvoir.

Les éléments historiques ayant favorisé la formation d'une haute conscience de classe au sein de la bourgeoisie, nous les retrouverons clairement dans l'évolution du mouvement ou-

vrier. Le Parti Socialiste italien se fonde en 1892, après l'expulsion des anarchistes, sur les expériences des mouvements de révoltes paysannes dans le Midi et le Centre de l'Italie et après les premières formations de sociétés d'entraide ou de culture dans le Nord s'industrialisant, et où se rencontrent, avec des éléments socialistes, les représentants de la gauche bourgeoise. La féroce réaction de Crispi avait déjà signifié au prolétariat qu'il n'aurait pu prétendre développer des organismes autonomes luttant pour les buts spécifiques à la classe ouvrière. Cette dernière se trouvera par la suite (règne de Giolitti), devant des difficultés énormes pour arriver à construire son organisme essentiel : son parti de classe. L'œuvre de corruption du capitalisme obtiendra un plein succès et le jeu des courants au sein du parti socialiste consistera depuis 1900 jusqu'à l'après-guerre en un perpétuel balancement d'éléments contrastants pour maintenir à tout prix l'unité du parti avec les formules de l'« intégralisme » ou de la « neutralité, ni participer, ni saboter » pendant la guerre, avec des formules qui préconisaient donc toujours la conciliation des tendances autour d'une politique qui ne changeait jamais quant au fond mais qui se paraît d'adjectifs répondant aux nécessités du moment. Les réactions au réformisme et au centrisme dominant au sein du Parti Socialiste n'arrivent nullement à emprunter le chemin des fractions pour sauvegarder la continuité de la vie politique du prolétariat, mais se dirigent vers le syndicalisme et si le père de cette doctrine est un produit du milieu de classe français (G. Sorel), il est toutefois certain que c'est en Italie qu'elle pu recueillir les plus grandes adhésions arrivant jusqu'à la formation de syndicats opposés à l'organisation centrale du prolétariat italien, la Confédération Générale du Travail.

Mais des événements devaient survenir qui auraient dû briser à jamais la manœuvre de corruption au sein des masses : la guerre impérialiste, et après cette dernière, les bouleversements sociaux jetant sur l'arène le prolétariat italien qui donnera à ces moments une preuve de combattivité effrénée, alors que son parti, le parti socialiste se montrait non seulement l'instrument essentiel de la contre-révolution, mais aussi incapable de forger, en son sein, un mouvement capable d'opérer une scission d'où jaillit un nouveau parti apte à se relier directement avec les masses en ébullition pour arriver à la victoire insurrectionnelle. Encore une fois, l'impossibilité de fonder l'organe de la victoire au feu même des événements révolutionnaire se vérifiera, et le prolétariat se trouvera dans l'impossibilité de donner conscience et but aux

puissants mouvements qu'il avait déferlés.

La haute capacité de classe de la bourgeoisie ne pouvait ne pas se manifester sur le terrain où peut agir la conscience d'une classe. Le capitalisme ne pouvait éviter que les événements fécondent de puissants mouvements révolutionnaires; ce qu'il pouvait c'était mettre ces mouvements dans l'impasse et cela Gioletti le réussit magnifiquement lors de l'occupation des usines alors qu'il partit en villégiature, repoussant les propositions de la droite bourgeoise qui voulait opposer les armes aux ouvriers et aux paysans, occupant les usines et les champs. Il laissa à la Confédération du Travail et au Parti Socialiste le soin de pousser le tumulte dans un chaos d'où ne pouvait que ressortir renforcé le capitalisme. Il est à remarquer que le Parti Socialiste Italien était alors dirigé par son aile d'extrême gauche et que seul le courant dirigé par le camarade Bordiga — qui devait donner lieu par la suite à la fondation du parti communiste — avait, en 1919, au Congrès de Boulogne, présenté au travers de la scission, de l'adhésion à l'I. C. et de la tactique d'abstention aux élections pour le boycottage des institutions parlementaires — les positions centrales autour desquelles le mouvement révolutionnaire aurait pu être coordonné pour la victoire de la révolution communiste.

C'est l'avortement de la révolution prolétarienne et la maturation des conditions historiques pour créer le parti de classe du prolétariat italien, au travers d'un cycle de situations qui ne pouvait que remettre à très brève échéance le problème insurrectionnel, que se détermina l'éclosion du mouvement fasciste, apparaissant non seulement comme une nécessité pour le capitalisme italien mais aussi en tant que tête de pont du capitalisme international. En Janvier 1921, le Parti Communiste était fondé; c'est le premier acte de naissance du prolétariat italien en tant que classe voulant et pouvant atteindre sa conscience historique de classe. A la fondation de ce parti a seule contribué la fraction abstentionniste qui parvint, par la suite, avec les thèses de Rome, à donner — au prolétariat international — la contribution du prolétariat italien, de ses luttes, des enseignements qui en résultaient.

Ces caractéristiques générales qui tiennent aux traits spécifiques du développement de la société capitaliste italienne et aux particularités du mouvement prolétarien, ont permis à notre fraction de représenter, au sein de l'Internationale Communiste, le courant qui lutta avec la plus grande décision, cohérence, esprit de suite contre l'emprise de l'opportunisme qui devait engendrer un des piliers de la contre-révolution

actuelle, le centrisme développant sa force dans la mesure même où l'Etat prolétarien s'incorporait au système du capitalisme mondial. Ce sont donc des conditions historiques bien déterminées qui ont engendré le mouvement que notre fraction prétend continuer; le génie du camarade Bordiga n'aura donc eu d'autre effet que de permettre l'expression la moins inachevée de la conscience du prolétariat italien. L'absence actuelle de cette grande force au sein de notre fraction, préjuge évidemment des résultats de notre travail mais ne peut nullement préjuger du travail lui-même.

Le capitalisme italien entrera dans la guerre avec un retard d'un an vis-à-vis des autres impérialismes européens, alors qu'une forte tendance de la bourgeoisie se rattachant à celui qui en avait dirigé le destin pendant de longues années, Gioletti, était contre l'intervention en guerre et pour un accord avec les Empires Centraux, ce qui permettait la solution de problèmes d'ailleurs d'importance limitée, portant sur l'ouest de l'Italie et surtout sur la Dalmatie. Au fond le capitalisme italien fut entraîné dans la guerre mondiale et cela à cause des particularités que nous avons dénoncées : l'industrialisation de son économie venait à peine de se faire, les crises cycliques étaient de ce fait beaucoup moins intenses qu'ailleurs, le rythme de l'accumulation moins fort que dans les pays industrialisés depuis des décades. Nous avons aussi mis en évidence la possibilité qu'eut le capitalisme dans l'avant-guerre de développer sa manœuvre d'encerclement des organisations ouvrières, du fait du retard avec lequel il était entré dans la période des révolutions bourgeoises. La guerre, se présentant comme le revers de la médaille qui contient sur son autre face la révolution, n'eût pas en Italie le caractère d'urgence qu'elle revêtit dans les autres pays. Sur le terrain économique, aussi bien que social, nous trouverons donc les raisons qui ne donnèrent pas à l'Italie une initiative de première ordre dans le conflit mondial. Cela se confirmera d'ailleurs lors du traité de Versailles, où le capitalisme italien ne put recueillir que des bribes en ce qui concerne les colonies; des ajustements territoriaux de ses frontières vers l'Autriche, limités par la création du puissant Etat Yougoslave, qui enleva au port de Trieste son interland naturel; tout cela, loin de pouvoir renforcer l'armature et la puissance du capitalisme italien, ont été des facteurs négatifs dans l'après-guerre.

Le fait que la bourgeoisie italienne participa au conflit, sans y avoir un intérêt bien défini, et sans pouvoir, par conséquent, s'assigner des buts spécifiques, ne fit qu'ajouter un nouvel

élément de trouble aux événements de l'après-guerre. La situation de ce moment, de 1919 à 1920, va voir exploser tous les contrastes qui mûrissaient avant et que les conditions particulières où s'était formé et développé le capitalisme italien avaient permis à ce dernier de refouler. La guerre elle-même a représenté un puissant facteur pour l'industrialisation qui dut quitter le chemin de la gradualité suivi à l'époque de Giolitti et entrer d'emblée dans le volcan des grandes transformations auxquelles participa d'ailleurs largement le capitalisme des autres pays. D'immenses usines surgirent dans le Nord de l'Italie, l'économie agraire elle-même fit des bonds dans la voie de son industrialisation. Ces éléments objectifs nous permettent de comprendre ce qui semble être un paradoxe : le prolétariat empruntant directement les formes les plus extrêmes de la lutte, alors que le parti socialiste n'est (pour ce qui est des problèmes fondamentaux du pouvoir) qu'à ses premiers balbutiements. N'ayant pu acquérir l'expérience des autres prolétariats qui participèrent aux révolutions bourgeoises, impuissant lors de l'industrialisation de l'économie italienne, parce que celle-ci se faisait après la constitution de l'Etat capitaliste et sur la base d'une rupture de son front de classe (la canalisation vers l'Etat de la partie la moins exploitée) ce prolétariat a surgi au point de vue numérique dans des proportions énormes au feu de la guerre, pour se jeter dans l'arène sociale avec d'autant plus de vigueur et de virulence que les conditions historiques ne lui avaient pas permis auparavant d'y intervenir. Ces mouvements atteignirent des formes extrêmes après avoir, en 1919, lors de la lutte contre la cherté de la vie, fait passer pendant plusieurs jours toute la vie économique sous le contrôle des organisations syndicales, pour aboutir en septembre 1920 à l'occupation totale des usines et des champs en face de laquelle la bourgeoisie ne put faire autre chose qu'éviter provisoirement toute résistance attendant que de l'incapacité du prolétariat à donner un but à ses batailles grandioses, surgisse la condition favorable pour déclencher son offensive fasciste. Tout comme dans l'avant-guerre, le capitalisme italien en 1919-20 se trouvera dans la possibilité d'exprimer hautement sa conscience de classe et il opposera aux masses, se révoltant, l'exutoire des réformes, de la conquête des administrations communales, provinciales, du parlement, et la gauche comme la droite bourgeoise se déclara prête à concéder les plus grandes transformations sociales en vue de satisfaire les revendications des ouvriers et des paysans.

Pour ce qui concerne le parti socialiste, il nous

suffira d'indiquer que jusqu'alors aucune préparation idéologique marxiste n'avait été faite en son sein et que si la collaboration gouvernementale n'était qu'une tendance de direction dans les autres pays, sans pouvoir toutefois avant le conflit mondial, se manifester dans la réalité politique, en Italie cependant toute la politique du parti socialiste consistait à appuyer — dans des blocs électoraux — les listes électorales de la gauche bourgeoise; la présentation de listes séparées du parti n'était qu'épisodique avant la guerre et c'est seulement depuis 1913 que le parti socialiste prendra une position d'indépendance vis-à-vis des partis de la classe capitaliste. Si au point de vue politique c'est Giolitti qui parvint à endiguer le mouvement ouvrier, au point de vue idéologique les sphères dirigeantes du parti s'orientaient vers une révision de Marx qui était d'autant plus dangereuse qu'elle se faisait sans aborder de front les postulats de la théorie marxiste qu'elles continuaient à revendiquer, mais en fait en s'inspirant de l'édition italienne de la philosophie de Hegel : extraire de chaque situation historique le guide pour l'action des masses ouvrières. Atteindre tel ou tel autre objectif limité, devenait ainsi l'échelon conduisant inévitablement vers la phase supérieure, et cela était d'autant plus possible que le capitalisme ne pouvait qu'obéir aux lois immanentes de la situation dans laquelle se trouvait la société italienne. Bordiga, au sein du parti socialiste un peu avant la guerre, avait commencé une lutte s'inspirant des principes du marxisme au sujet des blocs électoraux; mais ce n'était qu'une simple tendance qui put se revendiquer par la suite des positions marxistes au sujet de la guerre et de la révolution russe; les bases historiques pour la transformation de cette tendance en un puissant mouvement de masses en 1919-20 faisaient défaut et cela explique l'impossibilité où se trouva la fraction abstentionniste de personifier la volonté du prolétariat italien armé, d'en diriger la révolte, de briser l'équivoque et l'organisation du parti socialiste, de diriger enfin la révolution communiste en Italie. Nous n'avons jamais participé à la grossière discrimination de responsabilités individuelles dans la défaite du prolétariat italien. Encore aujourd'hui nous voulons insister sur les raisons historiques qui empêchèrent le prolétariat italien de fonder son parti de classe et nous pouvons d'autant mieux faire cela que nous sommes aussi les plus acharnés défenseurs du parti communiste fondé en 1921, quand les conditions historiques mûrirent suffisamment pour que la classe ouvrière italienne ne soit plus à la merci du capitalisme, mais prenne conscience de ses

but, se dresse contre lui afin de compléter l'œuvre des communards de 1871 et des bolchéviques de 1917.

\* \* \*

La conception marxiste de la lutte des classes en tant que moteur de l'évolution historique ne se borne pas à opposer les regroupements sociaux formés par des identités d'intérêts économiques mais à opposer deux types de sociétés à la tête desquelles se trouvent la bourgeoisie et le prolétariat, deux types s'opposant profondément non seulement quant au but poursuivi, mais aussi quant à la substance de toute leur activité. Sur ce plan, et en tenant compte des circonstances internationales qui ont appelé, après la guerre, le prolétariat à réaliser sa mission pour l'érection de la dictature en vue de la fondation de la société communiste, nous pourrions comprendre la signification du fascisme. En Italie, la crise de la société capitaliste se vérifie en même temps que l'intervention brutale du prolétariat qui acquerra d'autant plus vite la conscience de ses intérêts et la vision des moyens révolutionnaires à employer, qu'on l'avait écarté auparavant de toute intervention autonome dans la lutte politique. A cause de cela il n'avait pu former l'instrument de sa victoire : le parti de classe; celui-ci manquant la situation révolutionnaire de l'après-guerre ne pouvait finir que par l'extinction des luttes ouvrières qui s'étaient développées dans le plus complet désordre : à la société capitaliste disloquée par la crise, le prolétariat s'était trouvé dans l'impossibilité d'opposer la société communiste. D'autre part, les éléments mêmes de cette crise du capitalisme n'étant nullement passagers et localisés, mais historiques et mondiaux, le danger était extrêmement aigu pour la bourgeoisie mondiale, car il ne fallait pas permettre à la classe ouvrière italienne d'apprendre rapidement d'après la pédagogie des événements, sur quels fondements bâtir le parti de la révolution. Enfin la tournure des événements internationaux, l'écrasement de la révolution allemande et hongroise firent sentir au capitalisme international que sur le front italien se jouait une grosse partie. L'exemple de la révolution russe aidant, la fraction abstentionniste aurait pu construire le parti de la classe ouvrière avant que les effets des premières victoires capitalistes en Allemagne n'aient produit l'isolement de la révolution russe (se trouvant face à la résorption de la première vague révolutionnaire de l'après-guerre) et l'ait mise devant des difficultés qui devaient porter à sa dégénérescence. En 1920, s'ouvre à Marocou le Congrès de fondation effective de l'Internationale com-

muniste; en même temps les ouvriers et paysans italiens occupent les usines et les fermes. Cette coïncidence n'est nullement accidentelle. Les deux chaînons les plus faibles du capitalisme mondial, celui qui avait craqué en 1917 et avait fécondé l'Internationale de la révolution, se croisait avec celui de l'Italie où les batailles décisives se livraient. De cette expérience grandiose devait surgir le parti communiste italien. Le capitalisme mondial devait briser immédiatement par la violence l'effort qu'allait faire les ouvriers italiens et dont la direction était bien nette : se relier au prolétariat russe pour la victoire de la révolution dans tous les pays. Pour réaliser ses fins la bourgeoisie n'avait d'autre moyen que le déchaînement de la terreur fasciste.

Lors des émeutes révolutionnaires c'est l'extrême gauche bourgeoise et même les cadres dirigeants du parti et de la Confédération du Travail qui assureront la victoire du capitalisme. Quand il s'agira de briser l'effort du prolétariat pour construire son parti de classe, c'est le fascisme qui interviendra pour le compte du capitalisme international qui en Italie posera le premier jalon autour duquel se concentreront les situations réactionnaires qui surgiront après la défaite du prolétariat allemand et chinois. Versailles, pôle de concentration du capitalisme mondiale pour encercler les situations de la crise mortelle du capitalisme dans les tourbillons des nouvelles guerres, vit surgir en face d'elle Moscou pôle de concentration du prolétariat mondial pour le triomphe de la révolution dans tous les pays; Rome représente le retour offensif de Versailles dirigé vers l'écrasement du prolétariat italien et international. Ce sont donc des considérations d'ordre international qui sont à la base du mouvement fasciste en Italie, et nullement des possibilités d'intervention des classes moyennes affrontant une expérience gouvernementale — ce qui s'oppose d'ailleurs non seulement aux principes élémentaires du marxisme mais aussi à toute la réalité de la situation italienne et internationale de l'époque. Ces classes moyennes avaient participé avec enthousiasme aux mouvements de révolte que déclencha le prolétariat; elles envahirent littéralement les rangs du parti socialiste et obtinrent au moins autant de satisfaction de leurs intérêts qu'en avaient obtenu les ouvriers. Certes, il y eut des incidents qui mirent aux prises les ouvriers avec tel ou tel autre mouvement petit-bourgeois, mais de là à conclure qu'une convergence d'intérêts entre ouvriers et petits producteurs ne se soit pas manifestée, il y a le même abîme que celui qui sépare le marxisme du fanfaron à la recherche de la pierre philo-

sophale. Au cours de batailles révolutionnaires les classes moyennes tinrent en Italie la place qu'elles pouvaient occuper : incapables de diriger la révolution, elles s'accrochèrent au prolétariat pour bénéficier de ses luttes, et dans l'intérêt du capitalisme elles pénétrèrent dans les rangs du parti socialiste pour liquéfier toute la vie du prolétariat révolutionnaire. Déçues par la défaite de la révolution elles ne l'étaient pas autant que les ouvriers qui avaient participé en grandes masses aux événements. Leur déception comme d'ailleurs celle des ouvriers fut, comme bien on pense, exploitée par le capitalisme dans les bras duquel elles se jetèrent à nouveau dès que la situation eut provisoirement détourné le prolétariat de la lutte immédiate pour le pouvoir. Le fascisme, mouvement capitaliste par excellence, bénéficiera de la complicité directe et opérante de toutes les forces libérales, démocratiques, démocrates-chrétiennes, socialistes dont le sort est lié à celui de la bourgeoisie elle-même.

Deux mois après l'occupation des usines les premières escouades fascistes déclenchèrent l'attaque contre sept régions paysannes de la vallée du Po qui représente, ainsi que nous l'avons déjà dit, un des centres vitaux de l'économie italienne. Les ravages de l'industrialisation, l'inachèvement même de cette dernière et l'impossibilité de donner un travail continu aux prolétaires agraires détermina dans ces zones une fracture au sein de la masse travailleuse. Les petits propriétaires s'opposaient évidemment aux grandes fermes industrialisées, mais leurs intérêts ne coïncidaient nullement avec ceux des ouvriers agricoles revendiquant des salaires supérieurs, des bureaux de placement, l'assurance d'un travail régulier. Ces petits propriétaires, tout comme d'ailleurs les métayers, ne peuvent poser des revendications *qu'envers l'Etat* et contre les exactions fiscales. D'autre part, les salariés agricoles pendant les périodes où ils ne sont pas occupés aux cultures saisonnières passent sous la dépendance occasionnelle des métayers ou des petits propriétaires avec lesquels une conciliation d'intérêts devient alors utopique. Cette fragmentation du front travailleur avait donné lieu avant la guerre à l'opposition du parti socialiste influençant les petits producteurs. Et des luttes féroces et mêmes sanglantes s'étaient produites. Dans le choix du premier secteur travailleur que le fascisme allait affronter, nous trouvons encore une fois la confirmation de sa nature hautement capitaliste, et nullement petite bourgeoise. Celui-ci est, en effet, poussé là où existent les conditions les meilleurs pour détruire les po-

sitions ouvrières. Les conséquences de la défaite de l'occupation des usines et des champs sont tellement vastes que les premières expéditions fascistes parviennent immédiatement à les mettre à nu et à montrer en même temps l'inconsistance organique du mouvement ouvrier produit brut des événements et de leurs contrastes, dépourvu de toute conscience à cause du manque d'un parti de classe. C'est avec la rapidité de la foudre que le mouvement fasciste se déchaîna et abattit toutes les positions ouvrières dans les zones agraires. La presque unanimité des administrations provinciales et des municipalités qui étaient sous l'influence des socialistes s'effondreront et le fascisme établira son contrôle. A ce moment à la tête du gouvernement italien se trouve le même Giolitti qui avait assuré l'expansion de la bourgeoisie dans l'avant-guerre; derrière lui se trouvent le parti libéral et démocrate chrétien qui donneront immédiatement la main aux dirigeants socialistes pour opposer aux déchaînement de la guerre civile l'appel à la paix sociale et le rejet de la violence. Les travailleurs qui voudront opposer les armes aux bandes fascistes se trouveront désavoués par leurs dirigeants les appelant à ne pas donner des prétextes aux fascistes, et à donner leur confiance à la commission d'enquête nommée au sein du parlement pour rechercher les responsabilités des tragiques événements qui se déroulèrent. Protégé par la manœuvre de Giolitti et l'appui que donnèrent à cette dernière les dirigeants socialistes, le fascisme poursuivra son chemin en s'attaquant à une autre zone où les difficultés devaient se révéler beaucoup plus fortes. C'est la Toscane où tout d'abord le front travailleur n'était pas si fracturé que dans la vallée du Pô et où existait aussi — dans les villes — un certain développement de l'industrie métallurgique. Ici — nouveau démenti à la théorie du fascisme mouvement de la petite bourgeoisie — ce sont justement les petits propriétaires terriens qui opposeront une résistance héroïque au fascisme qui ne pourra triompher que lorsque la police et l'armée régulière auront joint leurs canons aux armes des bandes fascistes. Presque toutes les maisons du Peuple ont été le théâtre de batailles sanglantes et le fascisme même après des mois de luttes ininterrompues ne pourra installer définitivement ses positions : Il devra attendre pour cela la conquête définitive du pouvoir. Avant de passer au front de résistance le plus important, c'est-à-dire aux grandes villes ouvrières, le fascisme avait besoin de la compromission la plus directe des dirigeants socialistes. Et ce fut alors le « pacte de pacification » que les socialistes s'empressèrent de signer avec les fascistes, sous

l'arbitrage du président de la Chambre des députés. Ce pacte qui représenta le point culminant de l'œuvre de désarmement mené par le parti socialiste ne pouvait manquer d'avoir des conséquences profondes parmi la classe ouvrière. Il représenta un désaveu cuisant pour tous ceux qui avaient au risque de leur vie opposé la violence à la violence fasciste; un appui de tout premier ordre à la propagande fasciste qui appelait les ouvriers à déposer les armes : toute résistance devenant un motif d'attaque fasciste, et de justification de cette attaque. Seul le parti communiste dénonça la farce tragique du « pacte de pacification » mais par suite du rapport extrêmement défavorable des forces en présence, le parti ne put que sauver l'honneur du prolétariat italien qui opposa malgré toute une résistance acharnée aux fascistes. La troisième vague de l'attaque fasciste, après le pacte, déféra vers l'encerclement des villes ouvrières en pointant surtout sur le triangle : Gênes, Turin, Milan contenant les forces vives du prolétariat industriel; Trieste avait pu être assailli mais non domptée par une attaque directe. Entre-temps, la conversion assez lente au début puis progressive et accentuée des organismes de l'Etat (qui de spectateurs bienveillants étaient devenus complices et enfin les partenaires directs du fascisme) cette conversion arriva à son point de maturité et, en octobre 1922, le fascisme fit sa marche sur Rome. Cet événement n'est que la conclusion choréographique d'un processus qui avait duré deux ans et dont les sources résident, ainsi que nous l'avons dit, dans la défaite de la révolution prolétarienne.

L'histoire a sa galerie où se trouvent les amateurs de phrases pour qui la marche sur Rome fut un coup d'Etat. Pour les marxistes, par contre, elle ne représenta que l'issue de toute une manœuvre du grand capitalisme, manœuvre ayant commencée sous la direction du libéral Giolitti pour se terminer quand le délabrement du front prolétarien eut fait comprendre que l'heure avait sonné pour la remise du pouvoir à un gouvernement fasciste. Alors, c'est un gouvernement où siègent des représentants de l'extrême-gauche antifasciste qui s'effacera sans la moindre résistance et Mussolini pourra faire figure « d'insurgé » et de « conquérant » seulement pour ceux qui ne jugent pas les faits mais leurs apparences arlequinesques. Bien évidemment les hauts cris sur le coup d'Etat viendront de ceux qui ont le plus directement contribué au désarmement du prolétariat et partant à la victoire du fascisme. Plusieurs mois après la marche sur Rome. Mussolini, chef d'un groupe parlementaire d'une quarantaine de membres

sur 500 députés (les vertus de l'efficacité de la démocratie!), dans une Chambre à énorme majorité antifasciste pourra trouver des majorités massives qui appuyeront son ministère de coalition où participeront des démocrates chrétiens et des libéraux. Cette forme de coalition ira de plus en plus en s'atténuant, dans la mesure même où l'accentuation de la désagrégation du prolétariat permettra d'avancer l'heure de la destruction des organismes ouvriers.

D'autant plus augmentait le nombre des partis passant à l'opposition au fascisme, d'autant plus mûrissaient les conditions qui devaient permettre l'établissement des lois exceptionnelles en décembre 1962. Lors de l'attentat Matteoti, les oppositions antifascistes purent traîner à leur suite le parti communiste qui, en 1923, malgré son énorme majorité de gauche, passa sous la direction d'un bloc droite-centre à la suite de la démission que les membres de notre courant furent obligés de donner pour manifester sans équivoque leur opposition au cours de Zinovief-Bouckarine. Encore une fois, au cours du deuxième semestre de 1924, les forces de la gauche bourgeoise acoquinées avec le parti socialiste, pouvant remorquer jusqu'au parti communiste, orienteront les masses ouvrières italiennes vers une issue parlementaire et une opposition légale au gouvernement fasciste : Le

parlement élu en mai 1934 ne représentant pas « la volonté populaire ». Les parti bourgeois d'opposition au fascisme décideront donc leur désertion sur le Mont Aventin en attendant que le roi se décide à écouter la voix de la raison et à congédier Mussolini. Mais cette période représentait un tournant brusque de la situation italienne, et un moment de dislocation du capitalisme. A cause des traîtres le prolétariat ne sut pas en profiter pour déclencher ses mouvements grévistes qui arrivèrent un an plus tard quand la bourgeoisie avait eut le temps de regrouper ses forces. Les grandioses mouvements grévistes de juillet 1925 furent le dernier sursaut du prolétariat italien, luttes remises dans l'oubli par les socialistes et les centristes uniquement pour le fait qu'il s'agit là de mouvements réellement prolétariens ne pouvant être reliés à aucune grande manœuvre ou à des basses tactiques et qu'à leur direction se trouvèrent des éléments de notre fraction. Après cela l'œuvre de destruction violente du fascisme était terminée, la deuxième phase s'ouvrait, celle que nous connaissons encore actuellement et qui consiste à empêcher la moindre manifestation de classe des ouvriers italiens aussi bien sur le terrain revendicatif que politique.

(A suivre.) PHILIPPE

## CALLIGARIS

Notre camarade est toujours en Sibérie. Il semblerait même que sa situation s'aggrave. Calligaris est malade et souffre non seulement des rigueurs du climat, mais du dénuement matériel où on l'a plongé. Le centrisme veut assassiner un militant révolutionnaire coupable de fidélité au communisme internationaliste.

C'est aux ouvriers de tous les pays, aux prolétaires communistes que nous faisons appel pour défendre Calligaris, l'arracher des griffes du centrisme, des tenailles d'un Etat prolétarien qui est aujourd'hui l'arme la plus sûre de la contre-révolution mondiale, qui réserve ses honneurs pour Laval, Bénès et pour toute la séquelle des professeurs bourgeois « Amis de l'U.R.S.S. », alors qu'il déporte en Sibérie des communistes.

La vie de Calligaris est entre les mains du prolétariat mondial : les geôliers centristes devront lui rendre des comptes non seulement pour Calligaris mais pour tous ceux qu'il a frappé grâce aux défaites révolutionnaires.

## Les Problèmes de la Monnaie

(Suite et fin)

La période de récupération économique d'après guerre, qui s'étendit jusqu'en 1928-1929, put donner l'illusion à la bourgeoisie d'avoir contracté, avec l'Histoire, un nouveau bail de prospérité.

La crise mondiale lui révéla brutalement qu'il n'en était rien et que 1914 avait définitivement ouvert le processus de décomposition de son système de production, tandis que 1921-1928 n'exprimait qu'une phase « pacifique » de cette liquidation historique du Capitalisme en tant que tuteur progressif.

Au cours de l'époque d'expansion impérialiste, la dynamique capitaliste put osciller entre un marché mondial extensible et une production sans cesse élargie, tandis que les crises cycliques furent le correctif périodique du déséquilibre rythmique entre la production et le marché, entre l'offre et la demande de marchandises, entre le développement énorme de la productivité du travail et le rétrécissement de la base capitaliste de consommation. D'autre part, l'or, miroir de cette productivité du travail, n'apparaissait pas encore comme l'expression concrète de l'antagonisme fondamental de l'économie capitaliste : production-consommation; régulateur des échanges et symbole de la richesse « abstraite », l'or ne se voyait pas encore « contester » sa qualité de mesure des valeurs.

Mais au cours de la crise mondiale, la bourgeoisie découvrit avec stupeur, qu'en dépit de la profondeur sans précédent de la chute des prix (que l'organisation monopoliste ne put que freiner) un assainissement des valeurs qui put conditionner une reprise économique s'avérait impossible et, si elle feignit de jeter l'anathème à l'or, ce ne fut que pour dissimuler à elle-même le monstrueux contraste mis à nu par l'effondrement des prix.

Au terme de son épanouissement, la contradiction fondamentale du Capitalisme fit surgir devant la bourgeoisie consternée des problèmes nouveaux pour la solution desquels il lui devenait impossible d'en appeler au jeu « normal » des lois « naturelles » qui jusque là avaient régi la mécanique capitaliste.

Comment, ployant sous une masse écrasante de capitaux improductifs, virtuellement morts, allait-elle pouvoir ranimer ceux-ci et leurs restituer l'indispensable profit? La solution, elle ne pouvait songer à la rechercher dans une impossible expansion de la production ou dans un perfectionnement technique qui se révélait négatif sans un développement productif. Il n's'agissait donc plus d'un problème de débouchés (que la guerre seulement chercherait à résoudre). La bourgeoisie pouvait seulement tenter de ressusciter son profit en adaptant son appareil productif et les conditions de la production à l'échelle qui lui était imposée par l'évolution historique.

✕ Mais, dans ce cas, le problème économique devait inévitablement céder le pas au problème politique, car adaptation signifiait abaissement de la valeur du capital productif et, en dernière analyse, compression massive des revenus du prolétariat et des masses petites bourgeoises ainsi que des catégories sociales « improductives », vivant aux dépens de la plus-value capitaliste.

✕ Et, comme nous le disions, cette adaptation ne pouvait plus se subordonner à l'action automatique des lois capitalistes telle qu'elle s'exerçait dans les crises cycliques antérieures où la destruction de valeurs d'échange permit au capitalisme d'atteindre un équilibre nouveau.

Aujourd'hui, la bourgeoisie, devant l'ampleur des sacrifices à consentir, se refusait à en supporter elle-même la charge. Mais elle ne pouvait rejeter celle-ci sur les épaules des classes exploitées qu'en déformant ou en éludant le jeu des lois économiques régissant son système productif et en recourant dans ce but à son appareil d'Etat, dont elle devait renforcer, dans une plus ou moins grande mesure, les organes de coercition et de répression, suivant les secteurs nationaux.

Selon que l'armature économique portait à faux ou qu'elle reposait sur une base impérialiste les problèmes étaient résolus :

ou par l'Etat totalitaire-fasciste, concentrant en ses mains toutes les méthodes de violence du capitalisme ou par l'Etat « démocratique », maintenant la cohésion

sociale en jouant de toute une gamme de formules allant du Gouvernement National (Angleterre) à la Dictature « démocratique » de Roosevelt, en passant par le régime des « pleins pouvoirs » (Belgique et France).

Dans le premier, dominait la politique de compressions directes de « déflation à jets continus » du niveau de vie des masses; tandis que dans le second, l'insuffisance des moyens politiques ne permettait pas d'obtenir de résultats positifs par cette méthode et qu'à celle-ci devait se substituer une politique d'affamement moins brutale, plus adéquate aux conditions sociales existantes — mais qui, par son ampleur même, exigeait dans son application la collaboration directe de la Social-Démocratie et du mouvement syndical.

Le dernier rapport de la Banque des Règlements internationaux posa fort clairement la question cruciale : « Le problème de la reprise économique est surtout un problème de la valeur du volume des marchandises échangées et consommées, comme d'un ajustement des prix; il peut être résolu, soit par une élévation des prix, soit par des réductions serrées du prix de revient, effectuées de façon à laisser une marge bénéficiaire suffisante ».

Nous savions déjà que la production pour la production n'a jamais passionné la bourgeoisie, puisque son système productif fournissait non des produits, mais des marchandises dont la valeur contenait une plus-value, ce qui l'intéressait c'était le rapport de cette plus-value à la valeur du Capital total engagé dans la production et non la quantité de marchandises produites.

Aujourd'hui, la profondeur de la décadence capitaliste n'est donc pas mesurée par le niveau quantitatif de la production et des échanges mondiaux. En 1934, le volume du commerce mondial représente encore les 2/3 de celui de 1929 et la production industrielle se maintient aux 3/4 de celle de 1929. Le niveau relativement élevé des échanges se justifie par l'impossibilité de les abaisser au dessous d'une limite compatible avec la survivance d'un minimum de « civilisation » et de « paix » sociale. D'autre part, l'accroissement de la production constaté au cours de 1934 s'explique par la préparation à la guerre.

Mais la régression capitaliste s'exprime économiquement, par l'effondrement géné-

ral des prix entraînant celui de la valeur de la production et du commerce mondial. En 1934, celui-ci, évalué en or, équivalait seulement au tiers de celui de 1929.

Non seulement le croisement du bas niveau des prix avec une production correspondant à un faible degré d'utilisation de la capacité productive, avait pratiquement comblé l'écart entre la valeur du capital engagé et la valeur de la production réalisée et anéanti tout profit, mais encore dans certaines branches industrielles à concentration élevée, la valeur de la production n'avait pu atteindre celle du capital avancé : le capitalisme vendait à perte parce que la compression des éléments du prix de revient n'avait pu s'effectuer proportionnellement à la chute des prix. A celle-ci n'avaient pu s'adapter que la valeur du capital circulant (matières premières) et la valeur du capital variable (salaires). Par contre, le capital fixe continuait à peser d'autant plus lourdement sur le coût de la production que la composition organique du capital était plus élevée.

Certes, les prix de revient n'étaient pas affectés sensiblement par la fraction de capital fixe représentant la valeur des installations immobilières dont l'amortissement pouvait s'échelonner sur une longue période. Ce qui les grevait considérablement, c'était la valeur incompressible d'un outillage gigantesque, en grande partie rajeuni au cours de la période de 1921-1928, au moyen de capitaux d'emprunt.

Dans la sphère agricole, les éléments fixes des coûts de production (surtout aux Etats-Unis) étaient : la rente foncière, les emprunts hypothécaires. Leur poids spécifique était d'autant plus pesant que le taux de dépréciation des produits agricoles dépassait celui des produits industriels, ce qui explique qu'aux Etats-Unis, par exemple, le problème des « ciseaux » se croisa avec celui de la rentabilité industrielle.

La question centrale posée devant le capitalisme pouvait donc se résumer à ceci : étant donné qu'il n'était pas en son pouvoir d'augmenter la valeur-or de sa production, comment pouvait-il ramener la valeur-or du capital engagé au-dessous de la valeur du produit réalisé sur le marché, afin de rétablir le profit, sans lequel il ne pouvait vivre. Ou bien la compression exercée sur les éléments réductibles (matières premières, salaires, frais improductifs)

tifs) permettait de rétablir un équilibre relatif entre coûts et prix, ou bien cette compression, se révélant insuffisante, devait s'étendre également aux éléments rigides du prix de revient.

\*\*

La politique dite de « déflation » fut la tentative initiale du capitalisme de s'adapter à la baisse des prix-or en recourant à la première méthode, en rétablissant son « équilibre » sur une régression générale de la vie sociale, en rabaisant les besoins dont il avait, à l'époque de sa splendeur, pu permettre l'épanouissement dans une certaine mesure. Il était évident, et nous l'avons déjà indiqué, que l'ambiance historique ne permettait plus de faire dépendre la réduction des prix de revient d'un perfectionnement technique, d'un développement de la productivité du travail permettant d'abaisser les prix unitaires, puisque les limites fixées à la production constituaient un obstacle insurmontable, de plus l'élévation de la composition organique du capital qui en serait résultée n'aurait fait qu'approfondir le déséquilibre; seules les industries de guerre pouvaient encore offrir un débouché au progrès technique.

Cette condition négative entraînait l'impossibilité de comprimer le capital variable par un abaissement de la valeur de la Force de travail, c'est-à-dire du temps de travail nécessaire à sa reproduction.

D'autre part, il n'était pas non plus possible d'étendre la journée de travail globale sociale (non pas la journée individuelle).

Il restait que le coût de la main-d'œuvre ne pouvait être réduit que :

a) par l'intensification du travail individuel équivalant à une augmentation de la journée de travail et permettant de diminuer le nombre d'ouvriers au travail;

b) par la baisse du prix de la force de travail au-dessous de sa valeur; le chômage facilitait cet achat au rabais tout autant que la désagrégation du front prolétarien par les agents du capitalisme (socialistes et centristes). De plus, une falsification des index des prix de détail, de même qu'une pression exercée sur les prix des marchandises servant à l'entretien de la force de travail, surtout des produits agricoles, contribuaient encore à maintenir chez l'ouvrier l'illusion du « juste prix » de son travail.

La compression des prix de revient pouvait d'autre part s'exercer dans le sens

d'une réduction de la fraction de la plus-value absorbée par les frais sociaux ou les frais de circulation : frais de transports, charges « improductives » du chômage, dépenses « culturelles », dépenses administratives (fonctionnaires), impôts « pesant sur la production », revenus du petit commerce, etc. La politique de déflation ne pouvait cependant engendrer de résultats positifs que si elle parvenait à s'exercer avec suffisamment d'ampleur. Or, elle restait fonction de l'incidence sur les coûts de production des diverses composantes de ces derniers : capital fixe, capital circulant, capital variable. De plus, ses résultats positifs étaient eux-mêmes neutralisés par des forces agissant dans le sens d'une contraction constante du marché qui découlait non seulement du rétrécissement continu du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, mais aussi de la psychose de baisse qui ne pouvait qu'encourager la thésaurisation.

En outre, les prix de vente, loin de se figer, continuaient à baisser, parce qu'ils avaient tendance à falonner les coûts de reproduction constamment ramenés au-dessous des coûts de production du cycle qui s'achevait.

Les coûts et les prix agissaient réciproquement dans le sens de la baisse sans atteindre l'équilibre poursuivi. Cette tendance aggravait la perte du capital au lieu de l'atténuer. À chaque cycle productif l'opération « déflationniste » était à recommencer; de même les ministres des Finances poursuivaient un chimérique équilibre budgétaire qui se dérobaient toujours.

Il ne faisait donc aucun doute que : dans des conditions politiques déterminées, toute poursuite d'un équilibre économique par des méthodes directes devait n'être qu'illusion. Comme le constatait récemment un économiste bourgeois anglais à propos de la politique de « déflation » : « Dans notre monde occidental il y a une limite qui doit se trouver à peu près atteinte dans les Pays du Bloc-Or — en dessous de laquelle les revenus ne peuvent plus être réduits sans provoquer des réactions sociales de l'espèce la plus dangereuse ».

Ces réactions sociales, les Nations fascistes purent facilement les étouffer parce qu'elles avaient préalablement brisé l'échine du prolétariat. Chez elles, les limites de la déflation purent être poussées très loin au moyen d'un appareil étatique adéquat.

En Allemagne, après la grande expropriation inflationniste de 1923 qui avait allégé l'économie des dettes privées et publiques, la bourgeoisie avait importé d'énormes capitaux étrangers avec lesquels elle avait modernisé et rationalisé son industrie, mais qui avaient aussi considérablement alourdi le capital fixe; par la suite cependant, ses créanciers anglais et américains en procédant à la dévaluation monétaire, s'étaient chargés eux-mêmes du soin de réduire automatiquement ces charges incompressibles pendant que l'Etat allemand suspendait tous les transierts.

L'Allemagne, d'autre part, put traverser une conjoncture de réarmement intensif qui améliora la rentabilité de ses entreprises tout en atténuant le chômage. L'instauration d'un quasi-monopole du commerce extérieur, d'un contrôle serré du marché des changes et le moratoire de ses dettes extérieures, lui conféra de plus une relative aisance de mouvements dans ses rapports avec l'extérieur et lui enleva toute préoccupation d'ordre monétaire. Démunie de réserves d'or et d'une monnaie convertible, elle n'eut pas non plus le souci de leur « défense ». Or, la situation se présenta tout autrement en Angleterre, en France, aux États-Unis.

\*\*

La conformation structurelle de ces économies sur qui continuaient à peser d'énormes capitaux « morts », devait nécessairement les amener à abandonner les méthodes d'adaptation à la baisse des prix, qui ne faisaient qu'accélérer la décomposition économique. L'accroissement incessant du pouvoir d'achat de l'unité monétaire exacerbait le conflit entre détenteurs de marchandises et détenteurs de signes monétaires représentant de l'or.

L'économiste anglais Strakosch trahissait les préoccupations capitalistes lorsqu'il disait que « par la baisse des prix plus de marchandises devaient être fournies pour respecter le « contrat monétaire ». Si un emprunt avait été contracté dans une période de prix élevés et si, à l'échéance, les prix avaient baissé, plus de richesse réelle devait être fournie au règlement de la dette que si les prix étaient restées « stables ».

Mais les imprécations hypocrites lancées à l'or ne changeaient rien au fait que la valeur élevée de l'or ne faisait qu'exprimer le contraste spécifique et fondamental du capitalisme et que l'antagonisme : Débi-

teurs-Créanciers n'était que la transposition, sur le terrain des classes, du conflit entre l'or, mesure des valeurs et l'or, moyen de paiement.

En analysant les conséquences des variations de la valeur de l'or, Marx soulignait que « la monnaie exerce à deux périodes différentes deux fonctions différentes; d'abord elle sert de mesure de valeurs, ensuite de moyen de paiement qui répond à ce mesurage. Si dans cet intervalle, il y a variation dans la valeur des métaux précieux, le même quantum d'or servant de moyen de paiement vaudra plus ou moins qu'à l'époque où il servait de mesure de valeurs et où le contrat a été conclu. La fonction d'une marchandise spéciale telle que l'or comme monnaie ou valeur d'échange matérialisée, est ici aux prises avec sa nature de marchandise particulière dont la grandeur de valeur dépend de la variation de ses frais de production ».

Mais, dans la crise générale du capitalisme, le rapport était renversé. Ce n'était pas la valeur de l'or qui changeait par rapport à toutes les autres marchandises, c'étaient celles-ci qui, par rapport à l'or, signaient, par leurs prix, la condamnation historique du mode de production capitaliste, et signifiaient à celui-ci, qu'ayant prodigieusement développé la productivité des hommes, il était désormais incapable d'assurer leur bien-être.

Qui étaient les créanciers et qui étaient les débiteurs sous le règne du capital financier? Apparemment celui-ci, dispensateur du crédit, faisait figure de créancier. Mais en réalité, il était bel et bien le débiteur de la masse immense et amorphe des épargnants, créanciers authentiques, mais impuissants, parce que privés du contrôle de la production. Cependant, si le capital financier restait, d'une part, débiteur de sommes, nominalement fixes, il était, d'autre part, détenteur de valeurs réelles représentées par l'appareil productif.

S'opposant donc : D'un côté la grande masse des petits épargnants et des créanciers nominaux, des pensionnés, des porteurs de rente d'Etat, c'est-à-dire ceux que M. Vandervelde nommait sans ironie « les capitalistes passifs » et qui, s'il fallait l'en croire, « se trouvaient au milieu de la détresse générale dans une situation meilleure qu'avant la crise ». (Pour ce « marxiste », la baisse des prix ne pouvait donc être synonyme de « détresse générale »). De

l'autre côté, la poignée des « capitalistes actifs », toujours d'après l'étymologie vanderveldienne, détenteurs des leviers de commande de l'économie, des richesses réelles et de l'Or.

\* \*

L'idée d'enlever aux « créanciers » et aux détenteurs de monnaie le « privilège » que la baisse des prix leur conférerait, se conjugait ainsi avec la nécessité d'alléger la production du poids écrasant des capitaux d'emprunts essentiellement consacrés au perfectionnement technique, durant la phase de prospérité factice.

La dévaluation monétaire se présentait comme le « correctif » capable de rétablir l'équilibre entre le capital engagé dans la production et la valeur réalisée de cette production. L'économiste Strakosch, déjà cité, assurait d'ailleurs que « la justice sociale est à la base de la dévaluation, car la classe appelée à en supporter les plus lourdes charges sera plutôt privée d'un bénéfice « hors contrat » (!) que la baisse des prix lui avait procuré ». Comme quoi, l'humour anglais ne perd jamais ses droits !

Il est clair que l'antinomie « Déflation-Dévaluation » n'existe que dans l'imagination des démagogues socialistes; par contre, il s'agit de deux tentatives, qui se complètent, de rétablir le profit capitaliste.

L'énonciation de Blum « qu'à côté de l'antinomie organique le problème monétaire fait apparaître une dissociation pratique du capitalisme; que sous sa forme financière et bancaire, le capitalisme tient *mordicus* pour la stabilité monétaire; que sous sa forme industrielle et commerciale, il est de plus en plus nettement attiré vers une dévaluation » (1) ne résiste pas à une confrontation sérieuse avec la réalité. Et où Blum aperçoit-il une dissociation pratique du capitalisme ?

De même, c'est pure fantaisie que d'affirmer, comme le fait le « professeur » De Man qu'« inflation et dévaluation sont deux choses essentiellement différentes », car transposées sur le plan de l'antagonisme des classes, ce sont seulement deux méthodes différentes d'opérer un transfert de richesse au profit du Capital financier : à une dépréciation monétaire résultant d'émissions de papier non gagé, la bourgeoisie

(1) « Le Populaire », 28-9-1934.

substitue une autre dépréciation par réduction du contenu or de l'unité monétaire, sans l'accompagner d'un gonflement de la circulation monétaire.

Nous avons indiqué précédemment que l'inflation avait permis à la bourgeoisie allemande d'assainir son économie. L'objectif de la dévaluation était d'aboutir, mais dans une proportion plus restreinte, aux mêmes résultats.

La simultanéité qu'elle créait entre la hausse des prix et la dépréciation du capital fixe et du capital variable, rétablissait l'équilibre cherché entre coûts et prix, tout au moins pour une période dont la durée était fonction des modifications intervenant dans le rapport de forces des impérialismes rivaux.

Les origines de la dévaluation et l'ambiance dans laquelle elle germaient indiquaient clairement qu'il ne s'agissait pas à vrai dire d'un problème monétaire; et l'exemple américain avait fourni la preuve que ce n'était pas l'existence d'immenses réserves d'or qui conditionnait le respect du statut monétaire, mais bien le climat économique et social.

Egalement en Angleterre, en 1931, le détachement de la Livre de l'or résulta bien des causes profondes que nous venons d'analyser, les retraits massifs de capitaux dont la contrepartie existait en créances à court terme bloquées en Europe Centrale (Allemagne et Autriche), n'avaient été que le déclic précipitant la rupture.

Aux États-Unis, la chute des prix de gros avait atteint une telle profondeur que le contraste entre prix de revient et prix du marché, entre les dettes des fermiers et leurs revenus était devenu intolérable et menaçait d'ébranler tout l'édifice social.

Il va sans dire que pas plus qu'elle ne surgissait d'une crise monétaire, la dévaluation ne pouvait être le produit de manœuvres spéculatives, celles-ci n'exprimant que les réactions superficielles des remous du tréfonds économique.

\* \*

Comment se réalise cet équilibre interne et relatif, qui est l'objectif de la dévaluation ? C'est ce que révèle une analyse de son mécanisme, par sa décomposition en schémas successifs.

De leur confrontation peuvent se déga-

ger des résultats qui, sans acquérir une valeur absolue, dénoncent quand même la tendance, l'orientation générale imprimée au cycle productif.

Pour la simplicité et la clarté des calculs, nous convenons ce qui suit :

- le volume de la production reste constant;
- les prix considérés sont les prix de gros déterminant le profit *industriel*;
- avant la dévaluation, la force de travail est payée à sa *valeur* et le taux d'exploitation du travail est de 100 p.c.;
- les proportions fixées à la composition

### I. — CYCLE PRODUCTIF AVANT LA CHUTE DES PRIX

(en valeurs or)  
Prix marchand-valeur

Capital constant		Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
Capital fixe	Capital circul.							
500	300	200	200	1,200	1,200	1,000	200	20 p.c.

Si nous supposons une baisse des prix de 50 p.c. (correspondant à peu près à la baisse mondiale en 1934) ce schéma devient, en admettant que les salaires aient subi une baisse proportionnelle :

### II. — CYCLE PRODUCTIF APRES LA CHUTE DES PRIX

(en valeurs or)

Capital constant		Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
Capital fixe	Capital circul.							
500	150	100	100	850	600	750	150	perte 20 p.c. (perte) du cap. engagé

On remarquera par ce deuxième schéma que la plus-value, bien qu'elle ait été réellement produite au cours du cycle, bien qu'il y ait eu effectivement exploitation de l'ouvrier à 100 p.c., n'a, non seulement, pu être *réalisée* sur le marché, mais qu'en outre, le Capital engagé a été amputé de 20 p.c.

Dans ces conditions, le procès de travail ne peut être renouvelé que sur une base diminuée; même une main-d'œuvre entièrement gratuite ne suffirait pas à l'amortissement total de la perte. On voit que si la valeur du capital fixe avait pu être ramenée au niveau des prix, la production se serait réalisée avec le profit primitif, puisque *tous* les éléments de la production au-

raient été réduits de 50 p.c.

Admettons maintenant que l'unité monétaire soit dévaluée de 33 p.c., ce qui correspond à une dépréciation réelle de la *nouvelle* unité de 50 p.c.. Nous supposons aussi une hausse d'adaptation des prix de gros et un volume de production invariable. Le capital circulant (matières de production étrangère) est racheté avec une hausse de 50 p.c.

Le capital variable ne hausse pas momentanément mais la *valeur* totale du travail (en papier) augmente évidemment de 50 p.c., ce qui porte le taux d'exploitation à 200 p.c.

Nous obtenons :

### III. — CYCLE PRODUCTIF APRES LA DEVALUATION

(en valeurs papier)

Capital constant		Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
Capital fixe	Capital circul.							
500	225	100	200	1,025	900	825	75	9 p.c.

Nous remarquons que 37 p.c. de la masse de la plus-value ont pu être réalisés.  
En convertissant les chiffres ci-dessus en or, nous aurons au niveau de 66.66 p.c. :

Capital constant

Capital fixe	Capital circul.	Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
333	150	66	133	682	600	549	51	9 p.c.

D'une comparaison avec le schéma II, il résulte qu'avec des prix de vente en or inchangés, la perte primitive de 20 p.c. s'est transformée en un profit de 9 p.c.

D'autre part, pour un volume équivalent de production, la valeur en or du capital engagé a pu être réduite de 750 à 549, soit 26 p.c. La différence provient :

IV. — CYCLE PRODUCTIF AVEC HAUSSE DES SALAIRES DE 50 P. C.

Capital constant

Capital fixe	Capital circul.	Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
500	225	150	150	1,025	900	875	25	3 p.c.

Mais en réalité, la hausse des prix de détail retardera toujours sur celle des prix de gros; en outre, la pression du capital monopoliste sur la paysannerie et sur le petit commerce (par l'entremise du commerce standardisé) permettra de contenir la hausse des prix de détail en deçà du taux de la dépréciation monétaire tandis que, d'autre part, une falsification des indices pourra aisément s'opérer.

La compression de la valeur-or du capital variable s'effectuera donc, en partie au détriment de l'ouvrier dans la mesure où le pouvoir d'achat de son salaire diminuera et, en partie au détriment de la petite bourgeoisie, dans la mesure où la non-adaptation des prix de détail à la dépréciation monétaire réduira ses revenus.

La dévaluation, loin donc de relever les salaires réels, poursuivra au contraire leur abaissement, et la force de travail, déjà payée sous le signe de la « déflation », au dessous de sa valeur, c'est-à-dire au dessous du prix de son entretien « normal » sera dépréciée davantage encore sous le signe de la politique de la « rénovation économique » et « d'élargissement du pouvoir d'achat des masses ».

Que la dévaluation ne puisse déterminer un élargissement du pouvoir d'achat, mais qu'elle doive, au contraire, le contracter,

(1) Dans la réalité, la « déflation » a déjà abaissé la force de travail au dessous de sa valeur.

a) de l'amortissement d'un tiers du capital fixe aux frais des créanciers;

b) d'une dépréciation de la force de travail équivalent à 1/3 de sa valeur (1).

En supposant une adaptation des salaires à une hausse des prix de détail de 50 p.c., nous aurons :

découle non seulement de la réduction des revenus du prolétariat et de la petite bourgeoisie, mais encore de l'expropriation partielle des créanciers de l'Etat, des titulaires de dépôts bancaires, ou de livrets de Caisse d'Épargne, ainsi que de la grande masse des détenteurs de billets de banque dont la spoliation sera même cyniquement proclamée par le capital financier dans les bilans des banques dites « nationales » sous l'intitulé : « revalorisation des réserves d'or »!

Dans ces conditions, la ranimation économique temporaire qui peut se vérifier immédiatement après la dévaluation a son origine dans le fait que la tendance à la hausse des prix-papier mobilise du pouvoir d'achat potentiel, thésaurisé, qui n'est que l'équivalent du produit *non-consommé* d'activités productives *passées*; il s'agit seulement de fractions du fonds d'accumulation ou du fonds de consommation que la crise avait refoulées du procès de renouvellement de la production ou de la sphère de circulation et que le « choc » de la dévaluation incite à une transformation en objets de consommation, mais non en capital, puisque les conditions structurelles du capitalisme s'y opposent.

Une reprise s'étayant sur un élargissement de la base économique ne pourrait se concevoir que s'il existait une possibilité réelle d'extension du marché capitaliste ou, que si dans la répartition capitaliste, pouvait intervenir une modification détermi-

nant une extension de la consommation des masses par prélèvement sur le revenu bourgeois. Nous savons que c'est l'inverse qui se vérifie et les auteurs de Plans Cégétistes, Plans du Travail et autres calembredaines contrerévolutionnaires qui proposent une extension du marché intérieur n'auront garde de mettre en évidence l'absurdité de telles hypothèses.

\*\*\*

Nous avons indiqué que la dévaluation n'était que le produit d'un climat économique et social déterminé et qu'elle ne pouvait pas être plus qu'une solution de contingence, une des formes d'adaptation du capitalisme à son stade dépérissant. Au rétablissement de la rentabilité capitaliste, il ne fallait donc attribuer qu'une valeur précaire et épisodique et non la signification d'un équilibre définitif conféré au capitalisme. Et les économies recourant à la politique de dévaluation pouvaient mesurer ses résultats à l'ampleur de leur base impérialiste et à leur poids spécifique dans la sphère des échanges internationaux.

C'est ainsi que le « secret » de la guerre monétaire ne peut être pénétré qu'à condition de se souvenir que le problème des débouchés a changé radicalement d'aspect.

Sous le signe d'une régression continue du commerce international qu'accélère encore « l'auto-défense » des nationalismes exacerbés, il s'agit bien moins, pour chacune des économies impérialistes, de développer ses débouchés extérieurs que de conserver et de protéger ceux qu'elle détient encore. L'objectif de la dévaluation n'est donc pas de leur assurer une *prime à l'exportation*, qui ne peut plus jouer, puisqu'elle se heurte aux barbelés des contingentements, des tarifs, des clearings, etc., et que la « libre » concurrence internationale est bien révolue. « Battre » l'antagoniste concurrent qui se dérobe derrière la muraille protectionniste n'a plus aucun sens, c'est-à-dire que le groupe capitaliste qui dévalue n'a nul désir de faire suivre la réduction des prix de revient de celle des prix de vente; au contraire, il s'efforcera de maintenir le niveau des prix-or, si pas de l'élever, car il ne peut consentir à payer de sa ruine une « victoire » économique sur un groupement rival. Non pas que la dévaluation ne conduise pas à une nouvelle baisse des prix-or, car c'est

au contraire, ce qui se vérifie et ce, dans la mesure où elle étend son champ d'expérience et l'expérience anglaise étant concluante à ce sujet. Mais cette baisse des prix-or n'anéantira les résultats positifs de la dévaluation que si elle atteint la limite des compressions qui auront pu être exercées sur les éléments des prix de revient. Pour reprendre le deuxième aspect du schéma III, il est évident que si les prix tombaient de 26 p.c., la perte primitive de 20 p.c. réapparaîtrait.

Il ne fait aucun doute que l'accentuation des contradictions impérialistes ne peut que bousculer sans cesse les prix vers la baisse. Mais *entretemps*, le groupement opérant la dévaluation a la possibilité d'assainir sa production et par là même de consolider ses positions sur le marché mondial.

Sur le plan international, le problème se ramène essentiellement à ceci: créer des conditions telles qu'une action conjuguée sur les prix intérieurs et le change de la monnaie aboutisse au résultat que le pouvoir d'achat *intérieur* de la monnaie se maintienne *au dessous* de son pouvoir d'achat *extérieur*.

En d'autres termes, l'unité monétaire doit pouvoir obtenir plus de marchandises étrangères que de marchandises nationales. Ou bien encore, la *valeur* d'un volume déterminé de marchandises exportées doit pouvoir racheter un volume plus grand de marchandises importées; cela revient à dire qu'un groupe impérialiste tente de vendre le plus cher possible le volume des exportations qui lui est assigné dans le cadre du nationalisme économique; la masse de profit qui résultait antérieurement d'une expansion de sa production et de ses exportations, il doit pouvoir la rétablir par l'augmentation en *valeur* d'une production restreinte. Non pas le capitalisme renonce à développer ses exportations, mais il y renonce dans la mesure où cela peut entamer son profit.

A la prime d'exportation, il préférera substituer une *prime d'importation* qui lui permettra d'acheter à meilleur compte les produits nécessaires à sa production (matières premières et produits agricoles) tout en recourant à son mécanisme protectionniste pour barrer la route aux produits capables de concurrencer les produits nationaux.

La prime d'importation devient aussi une « monnaie d'échange » en vue du développement des exportations : on achètera davantage à condition de pouvoir vendre davantage; ou bien la prime qui exprime la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux, permettra de consentir un abaissement des prix de vente en vue de maintenir, si pas d'élargir, les marchés extérieurs, alors que les méthodes « déflationnistes » avaient dépassé les possibilités d'une réduction « rentable » des prix.

\*  
\*\*

Dans notre étude sur l'Evolution de l'Impérialisme anglais (1), nous avons souligné l'importance de la capacité d'achat du marché anglais et le caractère d'universalité de la Livre sterling; deux éléments qui ont joué un rôle considérable dans la politique monétaire poursuivie par l'Angleterre après l'abandon de l'étalon-or.

Le décrochement de la Livre de l'or n'entraîna pas de modification du statut monétaire anglais et aujourd'hui, la dépréciation monétaire n'est pas encore légalement consacrée; il n'y a que suspension de la convertibilité du billet.

Mais la dépréciation de la Livre eut inévitablement pour effet d'accélérer la baisse des prix mondiaux, car le commerce international s'effectuait pour moitié en monnaie anglaise. Si d'une part, il en résulta une aggravation de la crise au sein des impérialismes rivaux, particulièrement aux Etats-Unis, d'autre part, l'élargissement de l'orbite d'attraction de l'Empire britannique provoqua l'adhésion à sa politique monétaire d'économies vassales : Etats ~~souverains~~ ~~d'économies vassales~~ : Etats scandinaves, pays de l'Amérique du Sud et finit par agglomérer un bloc comptant aujourd'hui 50 nations.

Tandis que le pouvoir d'achat de l'or poursuivait son ascension, le pouvoir d'achat de la Livre-papier, au contraire, régressa : les prix mondiaux continuaient à baisser et leur chute atteignait de 1931 à 1933 : aux Etats-Unis, 20 p.c.; en France, 18 p.c.; par contre, en Angleterre, la baisse était enrayée.

Survint alors la volte-face de la politique économique anglaise. En vue de lui donner le maximum d'efficacité, l'Impérialisme britannique ne manqua pas de faire

(1) « Bilan », n. 13 et 14.

intervenir l'énorme puissance d'attraction de sa capacité d'achat et de peser de son poids écrasant de principal acheteur du monde; une action consciente sur le marché des changes (Fonds de contrôle) conjuguée avec le jeu de tarifs préférentiels fixés par les accords impériaux d'Ottawa, lui permit d'agir pesamment sur le mouvement des prix mondiaux et surtout sur les prix américains.

L'antagonisme anglo-américain se développa sous des formes nouvelles qui laisseraient apparaître le rôle capital dévolu aux variations monétaires exerçant leur influence sur les prix.

Les Anglais ayant ravi aux Américains la prime d'importation que ceux-ci détenaient avant septembre 1931, en usèrent pour acheter à bon marché les produits nécessaires, tout en opposant la muraille impériale aux fabricats concurrents.

Ainsi l'Angleterre joua de sa prime pour tenter de développer ses exportations vers les pays producteurs de matières premières et produits agricoles (Etats-Unis, Argentine, pays scandinaves, France).

Mais, au début de 1933, la riposte américaine se déclencha. Sous le pression du krach bancaire qui menaçait toute l'économie d'effondrement, Roosevelt, armé de pleins pouvoirs et tournant carrément le dos aux méthodes « déflationnistes » de Hoover, orienta l'impérialisme américain vers une nouvelle politique économique tendant à provoquer la hausse des prix, à opérer une amputation du capital fixe industriel, une réduction des dettes des fermiers (dont l'agitation s'érigéait en menace sociale), tout en assurant au dollar, en le décrochant de l'or, une liberté de mouvement sur le marché international des changes.

L'âpre lutte engagée entre la Livre et le Dollar renversa les positions : les Etats-Unis récupérèrent la prime d'importation qu'ils avaient dû céder après 1931 et ils la consolidèrent en renforçant considérablement leur système douanier.

La bataille monétaire anglo-américaine eut pour conséquence de miner les positions du Bloc de l'Or constitué après l'échec de la Conférence Economique de 1933.

C'est ainsi qu'à la fin de 1934, les charges fixes en Angleterre et aux Etats-Unis avaient été sensiblement réduites; les pou-

voirs d'achat de la Livre et du Dollar avaient été ramenés à peu près au niveau de celui de 1929 et la rentabilité capitaliste avait été améliorée. Au contraire, dans les pays constituant le Bloc-Or et surtout en France, les charges fixes du capital restaient supérieures de plus de 50 p.c. tandis que la baisse des prix de gros se poursuivait. La France, tout en « bénéficiant » théoriquement d'une importante prime à l'exportation vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis, payait, avec une monnaie « appréciée » les produits anglais et américains plus cher que ses propres produits.

Il apparaissait de plus en plus que si elle ne voulait pas sortir vaincue de cette gigantesque bataille monétaire, la bourgeoisie française aurait à recourir à son tour à la grande mesure expropriatrice capable de lui apporter le répit indispensable en « alignant » sa monnaie et son économie sur la monnaie et l'économie des impérialistes rivaux.

Mais « alignement » n'implique nullement stabilisation monétaire internationale qu'il est impossible de situer au bout de la période de décomposition progressive du capitalisme se dirigeant irrésistiblement vers son issue « naturelle » : la Guerre. Et la résolution de la Conférence de Londres en 1933 marquant : « qu'il était de l'intérêt de tous de réaliser, dès que les circonstances le permettraient, la stabilité dans le domaine monétaire international, la date et la parité étant à déterminer dans chaque cas, par le pays intéressé » pouvait rejoindre à la poubelle tous les nombreux vœux déjà émis en faveur d'un rétablissement du commerce international, du désarmement économique ou militaire, etc.

Si les Impérialismes sont à la recherche d'accords, c'est parce que chacun d'eux en escompte une consolidation de ses positions par rapport aux autres. Si aujourd'hui, les Etats-Unis proposent une stabilisation monétaire, c'est parce que celle-ci peut leur permettre de conserver les avantages acquis par la politique de Roosevelt. Si l'Angleterre repousse l'offre américaine, c'est parce qu'elle lui paraît inopportune. Enfin, si la France impérialiste se fit jusqu'ici le « défenseur » de l'or, c'est parce qu'elle appréhendait l'issue du conflit entre la Livre et le Dollar.

La recherche d'un équilibre transitoire entre les forces antagoniques, voilà ce à quoi doit se limiter le capitalisme mondial.

et non la recherche d'un illusoire équilibre économique universel qui serait assuré et réglé par un mécanisme monétaire dont le fonctionnement excluerait toute fluctuation du pouvoir d'achat de l'or !

Il y a 75 ans déjà, Marx, dans sa « Critique de l'Economie Politique » se moquait de semblable utopie : « nous pouvons juger la profondeur de la critique qui veut supprimer les « inconvénients » de la production bourgeoise par l'abolition du « privilège » des métaux précieux et par l'introduction d'un soi-disant système monétaire rationnel ».

« La stabilité monétaire est conditionnée par la stabilité des prix, par la stabilité du pouvoir d'achat de l'or », répètent les agents du capitalisme. « Ce que l'intérêt ouvrier exige », dit Blum, « c'est la stabilité de la valeur d'achat, et par conséquent, constance du rapport entre l'or et les marchandises. Il ne suffit pas qu'un salaire donné représente un nombre fixe d'unités monétaires, il faut encore que ces unités monétaires représentent une quantité fixe de marchandises ». Il ajoute : « Si l'on dévalue, on altère le rapport de la monnaie avec l'or; si l'on maintient la parité avec l'or, on laisse libre cours au phénomène de la hausse de l'or, on altère le rapport de l'or avec les marchandises. Et dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les travailleurs sont directement ou indirectement atteints ! » (« Populaire », 28-9-1934).

Avec de telles conceptions, le prolétariat n'a évidemment rien de commun puisqu'elles n'apportent qu'une contribution aux desseins du capitalisme d'échapper à l'action de ses propres lois, et qui poursuit l'aviilissement de la valeur de la Force de Travail jusqu'au jour où il pourra anéantir matériellement celle-ci dans la fournaise de la guerre. Blum nous dit qu'en face des manœuvres monétaires de la bourgeoisie, « la classe ouvrière a à rechercher le parti le moins nocif, à dresser une balance d'inconvénients et d'avantages » (comme pour la « Démocratie »). Nous opposons à cette argutie contrerévolutionnaire la nécessité pour le prolétariat de lutter pour la défense de son salaire réel, ce qui doit lui faciliter la vérification de l'impossibilité d'une amélioration de son sort dans les cadres du système capitaliste et le convaincre de l'inévitabilité d'une lutte pour le pouvoir.

MITCHELL

## Les fondements de la production et de la distribution communistes

*L'étude ci-dessous (voir 1re partie « Bilan », n. 19) est un résumé d'un ouvrage publié par les Groupes de Communistes Internationalistes de Hollande.  
La Rédaction.*

### L'HEURE DE TRAVAIL SOCIAL MOYEN, BASE DE LA PRODUCTION

Des économistes comme Max Weber et Ludwig Mises se sont déjà attachés à « démontrer » l'impossibilité d'asseoir la production et la distribution sur la base du calcul du temps de travail. Kautsky leur emboîte allègrement le pas. Dans son ouvrage « La Révolution prolétarienne et son programme », il démontre que la société socialiste ne peut organiser la production sans calculer exactement le coût de la production. De là il conclut que l'argent doit servir d'élément comptable pour déterminer les rapports d'échange. Cette monnaie sera-t-elle la même que celle employée en régime capitaliste, sera-t-elle donc une monnaie exprimant sa valeur dans une marchandise particulière, généralement de l'or ? Et Kautsky de répondre que ce ne doit pas être nécessairement le cas. On pourrait imaginer, poursuit-il, que l'ouvrier reçoive pour chaque heure de travail fournie un signe ou certificat contre lequel il pourrait retirer du fonds de consommation une quantité de marchandise correspondant à une heure de travail. Ainsi toute exploitation disparaîtrait. Ce serait aussi la solution idéale car grâce à ce système toute tutelle d'une autorité quelconque n'aurait plus de raison d'être et l'ouvrier aurait l'entière liberté de dépenser son « salaire » comme bon lui semble. Malheureusement, Kautsky ne pense pas que la solution puisse être retenue, son application dans la pratique se heurtant à des difficultés insurmontables. Pour que l'application en soit rendue possible, il faudrait que le calcul du coût des marchandises puisse se faire avec le maximum d'exactitude. Or, quel travail de Sisyphe que ce calcul

Par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, toutes les entreprises se trouvent fondues en un seul organisme de production. Toutes participent dans des proportions variées à la fabrication du « produit final » prêt à être livré à la consommation. Quelle besogne ne serait-ce pas que de déterminer la quantité précise de travail que contient un objet qui a passé par tant de mains différentes. Un pareil calcul nécessiterait un appareil de statistiques des plus compliqués et d'une perfection absolue. C'est pour ces raisons que Kautsky rejette cette solution.

Leichter, un autre théoricien social-démocrate, s'accorde avec Kautsky pour dire qu'une société sans exploitation n'est que pure fantaisie digne d'être reléguée parmi les réalisations problématiques du règne millénaire. Leichter donne cependant des précisions sur la façon selon laquelle les produits circulent, en régime socialiste, d'une entreprise à une autre. Tout comme cela se pratique en régime capitaliste entre entreprises appartenant à un même trust et où les entreprises ne se passent rien sans se les facturer, les entreprises socialistes dresseront un compte exact de tout ce qu'elles reçoivent (en produits, demi-produits ou matières premières) comme de ce qu'elles cèdent. Chaque entreprise agit, comme si elle travaillait pour le compte d'un entrepreneur particulier lequel voudrait se rendre compte de la productivité. Et Leichter d'appuyer sur les grands progrès réalisés par la science comptable qui permet aux capitalistes de se rendre compte non seulement de la productivité d'une entreprise, dans son ensemble, mais de calculer, au sein d'une entreprise, quel département, quel genre de machine produit les meilleurs résultats, les frais généraux, etc.

Armé de ces données, il nous devient possible d'opérer certains calculs dont la solution n'était guère accessible à Kautsky, perché au sommet de sa centrale économique. Ce que cette centrale ne pouvait calculer, les producteurs eux-mêmes vont le faire. Chaque entreprise peut déterminer, grâce à la formule (M.O. + M.A.) + T ce que lui a coûté, sa production à elle. En rassemblant les données particulières à chaque entreprises dans une branche déterminée de la production il est possible de déterminer le coût moyen de la production dans cette branche. De même qu'à cause de la division du travail, la production ne peut être achevée que grâce à l'apport du travail particulier des diverses entreprises, le calcul du coût des produits est le résultat de la combinaison des calculs partiels qu'effectuent les producteurs des diverses entreprises. Prenons l'exemple des chaussures. Si on examine le rendement des diverses fabriques de chaussures d'un district déterminé, on constatera que deux fabriques tout en dépensant une somme égale de travail vivant, et avec une usure d'outillage et une dépense de matières premières identiques produisent une quantité de chaussures différentes.

Dans une fabrique la production est plus avantageuse, le travail plus productif que dans une autre; une usine mettra 3,125 heures pour fabriquer une paire de chaussures, telle autre 3 1/2 heures, tandis qu'une troisième usine ne mettra que 3 heures. Comme le coût des produits est déterminé par le temps moyen de travail social que nécessite leur production, le coût de la paire de chaussures ne peut être que la moyenne de ces temps de travail différent. Une paire de chaussures coûterait approximativement 3.3 heures de travail.

Kautsky estimait que même s'il était possible de calculer le temps de travail que représente chaque objet, encore ne pourrait-on déterminer les rapports d'échange sur cette base, car dès qu'on serait parvenu, après de longues recherches, à déterminer le coût d'un objet on s'apercevrait qu'entre temps des modifications apportées dans les méthodes de production ont déjà rendu ces

calculs caducs. Tout serait alors à recommencer.

En réalité, cette objection ne tient pas. Le produit ne surgit pas d'un seul coup pour être livré à la consommation. Les producteurs eux-mêmes ont eu soin de noter au cours des différents stades de sa fabrication, la valeur ajoutée à chacun de ces stades. Si donc c'est au cours du stade final que l'objet a vu modifier son temps de travail, l'objet est livré à la consommation avec un temps de travail diminué. Si c'est au cours de stades antérieurs que cette diminution s'est opérée, le produit sortant de l'entreprise initiale comme « produit fini », mais rentrant dans l'entreprise destinée à le parachever comme « matière première », la diminution du temps de travail nécessaire aura quand même été enregistrée et se répercutera sur le prix global du produit. Du moment que les entreprises enregistrent rigoureusement le quantum de travail social qu'elles reçoivent et ce qu'elles transfèrent à d'autres entreprises ou livrent directement à la consommation, toutes les variations possibles dans la productivité du travail se trouvent être automatiquement enregistrées.

### L'HEURE DE TRAVAIL MOYEN SOCIAL BASE DE LA CONSOMMATION

L'expérience de la Commune hongroise a permis de voir ce que devient dans la pratique la théorie du communisme d'Etat. Varga y a consacré un livre « Les problèmes économiques de la dictature du prolétariat ». En Hongrie, écrit-il la transformation de la vie économique sur de nouvelles bases s'opéra beaucoup plus rapidement qu'en Russie. Le pays était plus petit, la population plus dense. L'ensemble se prêtait mieux à une forte centralisation, alors qu'en Russie, vu les étendues énormes, une certaine décentralisation apparût comme nécessaire. La révolution fit passer la gestion de la production et la réglementation de la consommation aux mains de l'Etat. Le Conseil Supérieur Economique créa des Centrales de Matières Premières qui répartissaient les matières premières entre les diverses entreprises. Ces organis-

mes n'étaient pas seulement des organes de distribution, ils remplissaient un rôle politique; c'étaient des instruments à l'aide desquels l'Etat assujettit la classe ouvrière. En refusant des matières premières à tel ou tel groupe d'ouvriers, le Conseil Supérieur les tenait tout simplement à sa merci. Il est un fait évident qu'une coordination des diverses industries s'effectue beaucoup plus rapidement et efficacement par en haut, mais le prix dont les ouvriers payent une telle coordination est trop élevé, car ça ne leur coûte rien moins que la disposition des moyens de production eux-mêmes, c'est-à-dire qu'à ce prix le communisme... disparaît complètement.

Pour ce qui est de la consommation du produit, Varga admet en théorie que la part du produit doit être égale pour tous. Il indique que les ouvriers eux-mêmes s'opposèrent au début à une telle répartition. Comme dans le communisme d'Etat, les prix et les salaires continuent à subsister. Varga s'attache à expliquer sur quelles bases l'Etat doit fixer le prix des produits livrés à la consommation. Si l'Etat fixe le prix des produits au niveau du coût exact du produit il ne lui reste plus rien pour couvrir les frais d'entretien des groupes improductifs de la population (l'armée, les fonctionnaires, instituteurs, chômeurs, malades, invalides). Il ne restera plus rien non plus pour développer la production, ce dont un Etat prolétarien a cependant encore plus besoin que le capitalisme. En principe, il faut donc fixer les prix au niveau du « coût social de production ». Il faut comprendre sous ce terme le coût réel des marchandises augmenté d'une majoration suffisante pour couvrir les frais d'entretien des non-producteurs et pour permettre une véritable accumulation.

Comme il n'était pas possible de fixer le « coût social de production », le gouvernement fut contraint de pratiquer une « politique des prix ». Dans un pareil système, la lutte pour le pouvoir n'a pas disparu, car ce sont les groupes sociaux qui sont au pouvoir qui décident de la répartition de la production. Il y a donc là des rapports de maîtres à sujets qui s'établissent

et qu'on s'efforce de voiler en accordant un certain pouvoir d'auto-administration aux assujettis. En Russie, par exemple, tous les consommateurs furent embriagés dans des coopératives de consommation qu'ils purent « librement » administrer. Cela n'empêchait pas que c'était le gouvernement qui disposait de la production et par là s'élevait au-dessus du prolétariat.

Le communisme a, par contre, pour but de faire du travail la condition de la consommation. Chaque travailleur, par son travail, détient la part qui lui revient de la production sociale. Non pas que ça soit là un système qui réalise une égalité ou une justice parfaite. Ce sont là des choses qui n'existeront peut-être jamais. Mais c'est la seule manière d'abolir le salariat et de faire disparaître tout assujettissement du travailleur.

#### LE TRAVAIL SOCIAL GENERAL NECESSAIRE

Par rapport à la consommation, il existe deux types différents d'entreprises, les entreprises du premier type livrent leurs produits à la consommation en échange des certificats de travail qui leur sont remis par les consommateurs, nous les appellerons les entreprises du type productif. L'autre type d'entreprise travaille « gratuitement », il réalise le principe de la prise selon les besoins; ce sont les services publics ou les entreprises réalisant le travail social général nécessaire. A ce genre d'entreprises appartiennent, par exemple, toutes sortes de conseils économiques et politiques, les bureaux pour la comptabilité générale, des institutions d'hygiène, d'enseignement, la construction et l'entretien des parcs, des institutions culturelles et sociales. Toutes ces entreprises utilisent comme les autres des moyens de production, des matières premières et leurs ouvriers doivent être nourris et vêtus comme tous les autres, cependant pour certaines il est impossible pour d'autres non souhaitable qu'elles se fassent payer leurs services par les usagers au moyen d'argent de consommation, comme c'est le cas pour les autres entreprises. Ces entreprises travaillent donc

gratuitement et leurs usagers « puisent au tas ».

Il est évident que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de ces entreprises doit être produit par les ouvriers des entreprises du type productif. Les ouvriers ne pourront donc pas toucher le produit intégral de leur travail. La question est seulement celle-ci : quelle est la part du produit qu'ils devront laisser tomber à cette fin ?

La détermination du coût de fonctionnement des services publics n'offre bien entendu aucune difficulté particulière. Ces entreprises tiennent une comptabilité ou figurent les trois postes connus : moyens de production (M.O.), matière première (M.A.) et travail vivant (T.). L'ensemble de ces entreprises dressent un budget d'ensemble de leurs besoins. Si ce budget est par exemple le suivant : M.O. (8 millions) + M.A. (50 millions) + T. (50 millions) = 108 millions d'heures de travail, nous savons que l'ensemble de la société devra prendre sur la partie consommable de son travail productif direct 108 millions d'heures de travail pour faire fonctionner les services publics.

La solution courante qui nous était offerte jusque maintenant était celle qui consistait à faire supporter jusque maintenant ces frais par l'Etat. C'est aussi la solution capitaliste qui récupère les avances faites à ces industries grâce à des contributions directes ou indirectes. En Russie, la solution est trouvée par le fait que c'est l'Etat qui encaisse les bénéfices réalisés par les diverses entreprises; d'autre part, l'Etat établit des impôts indirects. La vente d'alcool, détenu en monopole par l'Etat, est aussi un moyen pour se procurer de l'argent. La Hongrie soviétique agissait de même grâce à sa politique des prix.

Il est vrai que de nombreux théoriciens préconisent d'autres solutions. En général, ils admettent que le coût des services publics doit être calculé d'une façon minutieuse. Ce coût intervient ensuite pour déterminer le coût définitif des produits. Le coût des services publics est donc introduit

dans le coût des marchandises. Cette solution est, à notre avis, à repousser car elle embrouille le calcul de coût des marchandises et voile la productivité des entreprises. La seule solution qui nous semble compatible avec le but d'affranchissement des travailleurs posé par la révolution, est celle qui consiste à déduire directement du fonds de consommation ce qui est nécessaire au fonctionnement des services publics, par une réduction des bons de consommation délivrés aux producteurs. Il faudrait alors calculer le *taux de paiement*, c'est-à-dire la partie de la production sociale qui revient au producteur pour une heure de travail, défalcation faite de la quote-part destinée au fonctionnement des services publics. Prenons que le budget des entreprises productives se présente sous cette forme :

M.O. (100 millions d'heures de travail)  
+ M.A. (600 millions d'heures de travail)  
+ T. (600 millions d'heures de travail) =  
P. (1.300 millions d'heures de travail).

Nous savons que de cette masse de 1.300 millions d'heures de travail, il ne reste que 600 millions pour la consommation, le reste devant servir à reconstituer les moyens matériels (moyens de production et matières premières) nécessaires à l'ouverture d'un nouveau cycle de production. C'est sur ces 600 millions que devra être pris ce qui est nécessaire au fonctionnement des entreprises de services publics. Admettons que le budget annuel de ces dernières s'élève à 108 millions d'heures de travail, somme qui se décompose ainsi :

M.O. (8 millions d'heures de travail) +  
M.A. (50 millions d'heures de travail) +  
T. (50 millions d'heures de travail) = Services (108 d'heures de travail).

Le fonds de consommation proprement dit se verra amputer de ces 108 millions d'heures de travail que la société affecte directement au fonctionnement des services publics. Le fonds de consommation est de 650 millions d'heures de travail (600 millions dans les entreprises productives et 50 millions dans les services publics). La défalcation pour les services publics une fois opérée, il ne restera plus que 650 — 108 = 542 millions d'heures d'heures de travail

à la disposition de la collectivité pour couvrir ses besoins de consommation. Pour un effort de 650 millions d'heures de travail la part que la collectivité consommera individuellement est de 542 millions d'heures ou 0.83 partie (542 : 650). C'est ce que nous appellerons le *taux de paiement*. Le producteur ne reçoit donc pas sous forme de bon d'achat le produit intégral de son travail. Pour une semaine de travail de quarante heures, par exemple, il ne recevrait, en *bons de consommation individuelle*, que l'équivalent de  $40 \times 0.83 = 33.2$  heures de travail.

Le calcul du taux de paiement est des plus simples. Les entreprises tiennent une comptabilité minutieuse de ce qu'elles reçoivent et dépensent en moyens de production, matières premières et main-d'œuvre. Les transferts qui s'opèrent d'une entreprise à l'autre sont enregistrés à l'office de comptabilité sociale de la même manière qu'une banque ou un office de chèques enregistre les virements entre titulaires de comptes. Dans un tel déroulement il n'y a personne qui a quelque chose à « attribuer » ou à « répartir ». C'est pour cela qu'un Etat n'a pas à intervenir dans une pareille production. Les rapports entre les producteurs et le produit social sont des rapports non de personnes, mais de choses. La production est assise sur des bases qui permettent aux producteurs eux-mêmes de la gérer, de ce fait il n'existe aucun terrain favorable à l'éclosion d'une exploitation ou domination quelconque. Les conditions sont créées où l'Etat peut réellement « dépérir » et être « relégué » au musée d'antiquité

pami le rouet et la hache de bronze ». (Engels.)

Une des caractéristiques des entreprises de services publics c'est qu'elles permettent à leurs usagers de les utiliser dans la mesure de leurs besoins. On s'en sert gratuitement. Il est un fait évident que dans la mesure où le régime communiste se développera, le nombre de branches d'industries produisant selon ces normes ira croissant. Certaines branches de l'industrie de l'alimentation, le transport des personnes, le service d'habitation seront appelés à fonctionner comme services publics. Le rythme de ce développement est donné par la productivité générale du travail. Il est certain qu'avant de décider que telle ou telle branche entre dans la catégorie des services publics et réalise la distribution de ses produits sur un plan supérieur à celui des autres entreprises, la collectivité devra chaque fois juger si une pareille transformation peut se réaliser sans danger pour l'ensemble de la production. Au cours de ce développement le *taux de paiement* est appelé à diminuer de plus en plus. De moins en moins le travail de l'individu devient la mesure de sa consommation. Mais de pareilles transformations doivent être décidées en pleine conscience par la collectivité. C'est pour cela qu'il est nécessaire de pouvoir payer le coût des services publics à l'aide du taux de paiement et non à l'aide d'impôts qui viendraient gréver le prix des marchandises et ceci afin que la société puisse avoir à chaque instant l'image la plus nette de la productivité du travail.

A. HENNAUT

**Le socialisme est le premier mouvement populaire dans l'histoire du monde qui se donne pour but, et qui a mission de par l'histoire, d'introduire dans l'action sociale des hommes un sens conscient, un plan, et, outre cela, la volonté libre. C'est pourquoi Friedrich Engels appelle le triomphe définitif du prolétariat socialiste un saut de l'humanité du règne de l'animalité dans le règne de la liberté. Mais ce « saut » même est lié à la loi d'airain de l'histoire, à mille étapes d'une préalable évolution, pleine de tracasseries et par trop longue. Mais il ne peut jamais être accompli, si, de toute la substance accumulée des conditions matérielles, ne jaillit pas l'étincelle incendiaire de la volonté consciente de la grande masse du peuple.**

Rosa LUXEMBOURG  
(La Crise de la Démocratie Socialiste).